

ACTES DU COLLOQUE

« NEUJ PRO 2011 - 10èmes Rencontres Nationales des Professionnels et des Elus de la Jeunesse »

SEANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Allocution de bienvenue

Puis débat

« Destin de génération : qu'est ce qui a changé en 10 ans pour les jeunes ? »

↳ Intervenants :

- **Jean-Paul DUFREGNE**, Président du Conseil général de l'Allier, organisateur
- **Bernard POZZOLI**, Vice-président du Conseil général de l'Allier chargé de la Jeunesse, des Collèges et de l'Enseignement supérieur
- **François De SINGLY**, Sociologue, Professeur, Directeur du CERLIS
- **Stéphane HAAR**, Président des JOC
- **Nisrine ZAIBI**, Vice-présidente du Conseil régional de Bourgogne chargée de la Jeunesse / Conseillère municipale de Chalon-sur-Saône déléguée à la Jeunesse
- **Mikaël GARNIER-LAVALLEY**, Secrétaire général du CNAJEP, Délégué national de l'ANACEJ
- **Christelle SAVIGNAT**, Directrice de Cabinet au Conseil général de l'Allier

Juliette Moyer-Calvet :

Bonjour. Tout d'abord, merci d'être venus aussi nombreux. Mais, je crois que Jean-Paul Dufregne vous remerciera en personne. Nous allons bientôt commencer cette séance d'ouverture plénière avec un sujet qui est très intéressant « Destin de génération : qu'est-ce qui a changé en 10 ans pour les jeunes ? ».

Dans quelques instants, François de Singly sera à ce micro pour expliquer sa vision des choses et puis après, nous recevrons plusieurs jeunes : Nisrine Zaïbi, Christelle Savignat, Stéphane Haar et Mickael Garnier-Lavalley pour évoquer cette thématique.

Mais, toute de suite je propose à Madame Grelet, qui est là pour la ville de Vichy, de prendre la parole et de vous accueillir en sa ville.

Madame Grelet, adjointe au maire de Vichy :

Merci. Monsieur le Président du Conseil général, Monsieur le Vice-président, Monsieur le Professeur et vous tous qui êtes ici aujourd'hui, bienvenue. Bienvenue à vous qui venez de tous les quatre coins de France pour ce dixième anniversaire des rencontres Neuj'Pro qui sont devenues, je crois, aujourd'hui une véritable institution. Et, je voudrais remercier tout particulièrement les organisateurs et le Conseil général pour cette initiative extraordinaire. Je dirais qu'elle a aujourd'hui une marque de fabrique assurée et qu'on ne peut que se féliciter que Vichy ait été choisi pour ces rencontres Neuj'Pro. Je crois que notre ville, qui est très heureuse de vous accueillir, est en quelque sorte un peu dédiée aux jeunes, à la jeunesse, aux sports. Et, le lieu dans lequel vous vous trouvez est un lieu privilégié, me semble-t-il

aussi, pour vous accueillir. Ce parc omnisports réunit les acteurs français de la jeunesse et dans le cadre d'une convention qui, je crois, dépasse les mots convenus et les habitudes en la matière.

Vous allez aborder des thèmes très forts de société, mais qui sont, je crois, des thèmes très chers aux jeunes. Vous avez choisi la discrimination, les politiques publiques de la jeunesse, les violences scolaires dont je mesure les très nombreuses facettes en tant qu'Adjointe au Maire de Vichy à l'éducation et à l'enseignement. Et, je voudrais dire que vous avez aussi choisi d'autres thèmes qui nous sont chers comme l'économie sociale et le droit de vote puisqu'aujourd'hui ce problème se pose de manière très importante. Le tout dans une ville et une communauté d'agglomération qui se battent depuis longtemps pour faire en sorte que les jeunes se sentent bien ici à travers un pôle universitaire qui se développe, à travers une politique des loisirs, sport, vie culturelle, à travers des aides apportées aux jeunes. Et, je crois que les jeunes présents sur l'agglomération sont heureux de cet accueil comme ils peuvent se féliciter des aides qu'ils peuvent recevoir d'autres organismes comme le Conseil général.

Vous vous retrouvez ici dans une ville qui possède une véritable tradition d'ouverture et d'échanges que ce soit sur le plan du tourisme, du sport, de la culture, de l'enseignement par exemple. Le centre culturel d'approches vivantes langues et médias, le CAVILAM, est un très bon exemple de cette ouverture. Il accueille chaque année 6 000 stagiaires de toutes nationalités. Il jouit d'une réputation mondiale dans le domaine de l'enseignement du Français comme langue étrangère. Mais, on accueille aussi ici des stages sportifs. Ce centre omnisports a été le terrain officiel d'entraînement pour la coupe du monde de football 98 et il a reçu les équipes de France et d'Australie de basket, des congrès majeurs. Et, chaque année de nouvelles rencontres internationales sont accueillies. Peu de gens savent qu'aujourd'hui Vichy accueille plus de congressistes que Deauville par exemple. Mais, Vichy ne se consacre pas qu'à ses visiteurs, elle met tout en œuvre pour que la vie de ses habitants soit la plus agréable possible à travers bien sûr une attention de tous les instants pour ses habitants, à travers le cadre de vie que vous avez peut-être pour certains découvert cette année, à travers des équipements sportifs et culturels de qualité mis au service des habitants, de leurs très nombreuses associations qui développent le lien social, mais aussi en direction des jeunes. Nous avons ainsi lancé une nouvelle scène musiques vivantes à l'attention des jeunes vichyssois au centre culturel Valéry-Larbaud accueillant Miossec, Renan Luce, Jean-Louis Aubert, Sanseverino, Arnaud, Superbus, Dionysos, Arthur H etc. Vous l'avez compris, pour toutes ces raisons et parce que la jeunesse est l'avenir aussi de Vichy qui a une image très souvent de ville accueillant le troisième âge, nous sommes ravis de vous accueillir durant ces trois jours. Je veux être rapide, aussi je termine en remerciant très chaleureusement les organisateurs, le Conseil général, et les différents intervenants en vous souhaitant à tous de très bons et fructueux échanges entre acteurs du monde de la jeunesse que vous êtes. Merci.

Juliette Moyer-Calvet :

Merci. Monsieur Jean-Paul Dufrègne, Président du Conseil général de l'Allier.

Monsieur Jean-Paul Dufrègne :

Madame la représentante de Monsieur le Maire de Vichy, merci pour vos mots d'accueil et pour avoir déjà placé cette rencontre dans son contexte. Je veux saluer Monsieur le représentant de l'État, Monsieur le Vice-président du Conseil général chargé de la jeunesse, cher Bernard. Je veux saluer Madame la Vice-présidente du Conseil général chargée des solidarités, Marie-Françoise Lacarin, Monsieur l'Inspecteur d'académie que j'ai vu tout à l'heure, Monsieur le Président du CNAJEP, Monsieur le Directeur de l'INJEP, Monsieur le représentant du Président de l'Assemblée des Départements de France, Mesdames, Messieurs les conseillers généraux, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs les intervenants, Mesdames et Messieurs, chers amis, vous transmettre également les excuses de Jean-Michel Guerre, Président de la communauté d'agglomération de Vichy-Val d'Allier qui n'est pas sur le département aujourd'hui.

Pour la dixième année, le Conseil général accueille les Rencontres nationales des professionnels et élus de la jeunesse : le Neu'pro. Ce rendez-vous incontournable, qui s'est imposé au fil des éditions comme l'un des temps forts dans le secteur des politiques publiques de la jeunesse, a pour but de rendre l'action collective en faveur des jeunes toujours plus efficace. Plus de quatre cents participants (chercheurs, représentants de collectivités, d'organismes publics, d'associations, d'élus...) sont présents aujourd'hui à Vichy pour échanger, confronter les expériences, trouver des solutions.

Depuis dix ans, ce sont plus de trois cents intervenants qui sont venus débattre sur une centaine de thématiques.

Merci donc à l'ensemble des participants mais aussi à nos partenaires : l'INJEP le CNAJEP, la mairie de Vichy, Vichy-Val d'Allier, l'ensemble des collectivités et associations présentes.

Si, dans l'Allier, la majorité départementale a souhaité faire de la jeunesse une des priorités de son action, c'est avec l'objectif d'apporter des réponses adaptées et mener des actions qui répondent aux besoins quotidiens de tous. Nous voulons également engager des mesures qui rééquilibrent les chances de chaque individu, en termes d'emploi, d'insertion, de loisirs. Il s'agit de mener une politique de proximité, afin de n'oublier personne, de favoriser les conditions d'autonomie des jeunes pour donner à chacun les moyens de pouvoir s'épanouir à chaque temps de vie.

Il n'y a jamais eu et il n'y aura pas d'ordre naturel des choses. Le progrès, c'est lorsque les injustices et les inégalités générées par le système social ne sont pas reproduites de génération en génération. C'est donc de plus d'éducation, plus de justice, plus de solidarité, plus de liberté dont nous avons besoin. C'est aussi en donnant un objectif commun, à travers le triptyque d'un projet articulant les impératifs d'égalité, de démocratie et d'écologie que nous ne ferons plus de la jeunesse une variable d'ajustement économique de la société. Ce n'est pas seulement, même si c'est important, agir pour l'emploi des jeunes, c'est aussi promouvoir les valeurs, la culture, un concentré de tout ce qu'on peut proposer pour préparer l'avenir qui s'adresse en même temps au quotidien des jeunes.

Nous célébrons cette année les dix ans du Neu'Pro, avec en toile de fond, une question qui sera abordée en séance plénière : « Destin de génération : qu'est-ce qui a changé en 10 ans pour les jeunes ? » Soyons honnêtes, il n'est pas forcément très agréable de dresser un bilan, positif ou négatif, d'une situation. Mais, quand même, attardons nous quelques minutes sur ce qui a pu se passer depuis quelques années. D'abord, au-delà des inégalités de revenus d'autres sont apparues : les inégalités de destin. Aujourd'hui, la réussite personnelle, les attentes contemporaines s'investissent dans la promotion sociale. La compétition plus grande entre les individus, confrontés à des défis toujours plus personnels engendrent de nouvelles attentes et un besoin d'accomplissement important. Or ces attentes ont été largement déçues, créant des frustrations laissant croire que les responsabilités sont personnelles, alors que ce sont les garanties collectives qui doivent permettre le plein exercice des droits individuels. Or, pour être autonome, un individu, jeune de surcroît, doit avoir le droit à l'essai, et à l'erreur, ne pas être marqué négativement dès le départ. Pour cela, il doit pouvoir se situer hors performance, être reconnu pour le fait d'être citoyen, comme étant intrinsèquement et simplement membre de l'humanité de manière non négociable. Ce qui n'est, à l'heure actuelle, plus le cas, en faisant croire que les réponses sont immédiates, en ne laissant plus le temps au temps nécessaire pour que les jeunes aient la possibilité de porter leur vie et se mettre dans l'après, en les tenant responsables de l'état d'une société qu'ils n'ont pas choisie ni construite, en mettant en panne l'idée même d'égalité. Et, force est de constater que cette inégalité des chances se répartit aussi et surtout selon des clivages territoriaux. Selon d'où il naît, un enfant bénéficiera d'un entourage familial porteur, d'un environnement favorable, de moyens culturels et éducatifs épanouissants. Les inégalités de départ ne sont pas corrigées. Le domaine éducatif est éclairant, la démocratisation universitaire a en fait laissé place à un déplacement des inégalités aboutissant au déclassement, les jeunes n'ayant fait, pour reprendre les mots de Jules Vallès, que « monter plus haut dans l'échelle des illusions ».

Dans l'Allier, nous agissons au mieux pour créer les conditions de l'égalité, notamment au sein des collèges, dans lesquels nous investissons encore 43 millions d'euros entre 2010 et 2014, pour créer les conditions d'accès à l'autonomie, en finançant une partie du permis de conduire, pour créer les conditions d'une ouverture sur le monde, par un soutien aux projets culturels, pour donner sa chance à chaque enfant. Mais comment laisser croire que nous pouvons seuls répondre à ces défis, face aux stratégies scolaires se pensant en fonction du lieu de résidence, quand on sait que les élèves sortant des grands concours de l'Etat sont issus d'une dizaine de lycées, et allons plus loin, lorsque la quasi-totalité des élèves des grandes écoles proviennent de moins de deux cents maternelles. Les inégalités de départ se cristallisent autour du territoire où l'on naît. Nous sommes face à une partition territoriale inégalitaire qui pose un autre problème, celui du lien social, puisque nous sommes dans une société segmentée: il y a les territoires des nantis, ceux des oubliés, et ceux des exclus. La faculté des inégalités à s'aggraver dans une géographie de plus en plus cloisonnée hypothèque les possibilités de promotion sociale, les enfants les plus favorisés disposant, en cas d'échec, de cordes de rappel que les autres n'ont pas. Les destins sont fixés. L'enjeu est donc de décroquer, de rétablir l'équité territoriale en

faveur des territoires les plus défavorisés, d'offrir un capital public d'autant plus important que le capital de départ est limité. L'instrument doit être le service public, dans les vies comme dans les lieux de vie: la correction ne peut être uniquement financière, mais doit aussi fournir les moyens humains et culturels de réussir par l'éducation, la santé, la politique de la ville... Il ne s'agit pas d'abandonner le terrain de la réparation, au contraire, mais de construire un modèle logique de prévention des inégalités.

Or, on le constate, la clé de la réussite aujourd'hui pour un jeune, sera sa capacité à mobiliser, réunir et convertir toutes sortes de ressources, qui ne sont pas distribuées de manière égalitaire, ça sera sa capacité à rebondir, à franchir des étapes nécessaires devenues impossible à planifier face à l'affranchissement du « big is beautiful », qui a fourni tant d'emplois aux baby boomers. L'investissement dans la petite enfance est à ce titre primordial, puisque c'est à cet âge que s'acquiert des facultés décisives pour les trajectoires individuelles. Savoir ce que l'on veut faire plus tard dans la vie n'est pas chose aisée. Elle l'est encore moins lorsque l'on est quasi-certain que ses plans partiront en fumée à la moindre crise, économique, financière, écologique... il y en a toute une collection, bienveillamment laissée par les aînés. On le voit assez facilement, par exemple, pour les jeunes, pour lesquels le rapport au salariat s'est modifié. Avant, on demandait « comment ça se passe chez ... ? ». Aujourd'hui, c'est « tu fais quoi en ce moment ? T'es toujours chez... ? », sachant que la réponse sera généralement négative. La nature nouvelle des inégalités a engendré la génération « D », génération débrouille, pour laquelle l'adaptabilité est un mode de vie, parce que la précarité et la smicardisation des carrières poussent au changement. Le réseau a pris le relais de l'Etat et de la famille. Pas vraiment par solidarité, mais parce que la récupération, le recyclage, c'est un des piliers de la débrouille. Le vrai débrouillard ne va pas se plaindre, il va trouver des solutions, souvent en décalage complet avec les demandes de la société. Un jeune qui alterne intérim, chômage, stage, ou sa version de luxe, le CDD, ne pourra pas obtenir de garanties suffisantes pour un logement ou d'emprunt auprès d'une banque. Et s'il y parvient, il devra, s'il ne veut plus se débrouiller, franchir la petite humiliation consistant, à 30 ans, à demander à ses parents de se porter caution pour un appartement afin de se sédentariser.

Les objectifs qui sont les nôtres aujourd'hui doivent se concentrer sur notre capacité à inventer de nouveaux outils pour faire face à ces nouveaux défis. Les enfants de la croissance n'ont pas su préparer le terrain et refusent maintenant de vieillir. Nous ne pouvons plus demander aux jeunes d'aujourd'hui de payer pour leurs parents retraités et leurs grands-parents dépendants, tout en étant exclus du monde du travail, et à cotiser plus pour leur propre retraite auprès d'assurances privées. Nous sommes à un carrefour, où la jeunesse ne veut pas être écoutée ou seulement comprise, mais où elle veut être associée. Pendant que sur la rive sud de la Méditerranée, des jeunes aspirent à plus de démocratie, dans le même temps, en France, moins de 30% se sont déplacés aux dernières élections. Lorsque les premiers aspirent à la mise en œuvre d'une démocratie réelle, les seconds, en Europe, font face à une crise de la démocratie qui se traduit par le sentiment qu'elle ne permet plus l'émancipation sociale. Il s'agit maintenant de faire en sorte que ces deux dynamiques ne rentrent pas en confrontation, de saisir l'urgence de la prise en compte d'une communauté de destins. Voilà l'enjeu : le sens de la démocratie pour les citoyens, inventer les modèles de demain afin de réduire les effets de chance dans les trajectoires futures, adapter nos instruments d'action, réarmer l'idée d'égalité, appeler à la tempérance, afin, à nouveau, de « faire société ».

Je veux remercier les services du Conseil général pour l'organisation et leur implication, la DJECS, la Direction de la jeunesse, de l'éducation et du sport. On arrive au niveau de l'Etat pour les sigles bientôt, on va vous rejoindre Monsieur Hauw, particulièrement le service jeunesse. Je veux remercier l'ensemble des intervenants, notamment François de Singly, que je salue. Et puis, je pense qu'on va avoir maintenant, Monsieur le Vice-président, un petit film que je vous laisse le soin de présenter. Et, je vous remercie de votre participation nombreuse et attentive.

Monsieur Bernard Pozzoli :

Bonjour à toutes et à tous. Juste deux mots. Simplement d'abord pour vous saluer à mon tour et puis vous dire combien je suis heureux de vous retrouver ici pour ce dixième Neu'pro. Je l'ai dit déjà un petit peu hier après-midi. Je suis heureux de vous retrouver, tous ceux qui viennent pour la deuxième, la troisième fois, la cinquième fois, la dixième fois pour certains peut-être et heureux d'accueillir toutes celles et tous ceux qui viennent pour la première fois. J'avais dit l'année dernière que si j'étais là pour

vous accueillir avec mes collègues conseillers généraux, c'était bon signe puisqu'on avait un renouvellement cantonal. Donc, voilà, on est là. Je suis là. Le Président est là. Très bien. Donc, salut à toutes et à tous et à tous les intervenants. Je veux à mon tour aussi remercier chaleureusement le service jeunesse du Conseil général qui fait un gros boulot et qui a fait encore plus pour cette année, pour ce dixième anniversaire. Un gros travail. Et puis d'ailleurs ce soir, restez. On aura une soirée pour fêter le dixième anniversaire. Donc, restez parmi nous. Et donc, avant de passer la parole à Juliette Moyer qui va animer le débat avec François de Singly et les différents témoignages de jeunes, je veux effectivement lancer un petit film de dix minutes qui a été réalisé par le service jeunesse du Conseil général et le service communication du Conseil général qui retranscrit un peu dix années de politique jeunesse ou du moins d'actualités et d'évènements qui ont pu marquer la jeunesse à travers des extraits de l'INA et puis quelques images sur le Neuj'pro. Et, après ça sera place à ce débat « Destin de génération : qu'est-ce qui a changé en 10 ans pour les jeunes ? ». Merci

Temps de projection du film sur 10 ans d'actualités et de politique jeunesse (15 mn - concept CG03 à partir de données archives INA)

Juliette Moyer-Calvet :

Je vous propose à présent d'entendre la voix de François de Singly. Il est Sociologue, Professeur, Directeur du laboratoire du Centre de recherches sur les liens sociaux et il va nous proposer une conférence sur laquelle nos invités, par la suite, réagiront.

François de Singly :

La conférence, je le pense, sera ratée parce que je me suis trompé de chemise. J'avais fait, au lieu de faire un truc sur la culture des jeunes, j'avais pris ma chemise sur la culture du topinambour. Pour ceux qui n'ont pas compris, c'est que j'ai fait le pari au petit-déjeuner que je dirai vite topinambour et je l'ai déjà dit deux fois. Normalement, vous devriez m'applaudir parce que c'est le maximum du contenu. C'est bon. J'ai déjà le sentiment d'avoir fait la moitié du travail. Donc, je passerai à la deuxième partie puisque ce n'est pas la peine de faire l'introduction.

L'introduction. On a déjà eu un discours quasiment de sociologue avec un Président de Conseil général. S'ils nous prennent notre place après ça fait un chômage pour les vieux. L'idée que je voudrais dire simplement c'est qu'en fait, ce sera une idée critique par rapport à l'organisation de ces journées d'une certaine façon. C'est trop facile ce que je vais dire, mais peut-on en fin de compte parler des jeunes en soi ? Non pas au sens qu'ils seraient hétérogènes etc. Je reviendrai sur cette fameuse phrase de Bourdieu « la jeunesse n'est qu'un mot ». Bourdieu aussi ça n'est qu'un mot. Donc, il ne faut pas s'inquiéter. La question, c'est en fin de compte, on le voit d'ailleurs dans le discours, ne serait-ce que égalité des chances. Peut-être que tout à l'heure on parlera d'héritage ou de chose comme ça. C'est forcément intergénérationnel. Et donc c'est quand-même une des difficultés de mon point de vue. Alors, mon idée toute simple, évidente d'une certaine façon qui est qu'en fin de compte il y a beaucoup de tensions, de contradictions, mais, je ne suis pas sûr qu'on puisse les régler vraiment, autour de la jeunesse. Et donc, on va voir d'ailleurs y compris dans la discussion qu'on a commencée au petit-déjeuner parce qu'on n'a pas parlé que de topinambours. Trois. C'est la nature du cadeau qui monte en fonction du jeu. Je vais avoir un abonnement, je vous l'annonce tout de suite, au journal de la jeunesse ouvrière chrétienne. Donc, ça me motive. Il faut que je le dise quatre fois topinambour ? Non, c'est bon. C'est terminé.

Alors, donc une tension. Mais, vous l'avez vu peut-être c'est l'information de ce matin, l'Insee a publié pour la première fois, c'est intéressant parce que l'Insee, toute la tradition, d'ailleurs, de la statistique française c'est de ne faire que des mesures très objectives et méprisant beaucoup les indicateurs subjectifs contrairement à bien d'autres pays. Et, donc, pour la première fois, ils ont glissé un indicateur de satisfaction : « indiquez votre satisfaction concernant la vie que vous menez actuellement ». D'ailleurs, on pourrait, ça serait intéressant de le faire ici, voir quelle est notre moyenne et tout. Donc, on note entre zéro et dix. Il y a une première contradiction parce que tout à l'heure on va nous dire que c'est quand même, et ce qui est vrai, qu'il y a des choses tristes. On l'a entendu tout à l'heure. En tout cas, une chose est claire. Ça coûte rien la déclaration. Donc, moi je peux dire dix aussi. Les moins de vingt-quatre ans sont, et de loin, les plus satisfaits de leur existence. Donc, il faut aussi le mettre là

parce que ça serait trop facile de dire qu'ils seraient que dans l'illusion et que s'ils étaient lucides comme nous l'inviterait le Président du Conseil général, ils devraient mettre entre zéro et un. Non. Alors, pour ceux qui n'ont encore pas lu l'article, ensuite ça baisse jusqu'à cinquante ans. Donc, beaucoup de gens ici sont sur une pente glissante. Et, les moins satisfaits : quarante-cinq, quarante-neuf ans. Intéressant. Non, non, il faut prendre au sérieux le problème du rapport à l'âge. Et, bonne nouvelle pour moi, les taux remontent de cinquante à soixante-dix ans. Et, à partir de soixante-dix : à nouveau glissade jusqu'à la mort. Ça, c'est pour le clin d'œil du spectacle d'hier sur lequel je reviendrai peut-être tout à l'heure.

Alors, tensions. Donc, à la fois il y a ça. C'est globalement, c'est d'ailleurs tout à fait toujours un peu étonnant quand on fait des enquêtes, y compris sur l'adolescence et tout, non pas chez les psys qui, quand même, eux, c'est normal soignent ou dans certains mouvements, mais globalement il y a comme ça quelque chose de relativement, je ne sais pas comment dire, de plutôt pas trop mal. Et, par ailleurs, naturellement, au niveau de l'individualisme personnel, donc un sentiment relativement positif, dans la logique, une autre dimension de l'individualisme, c'est l'individualisme de la course concurrentielle condamné trop vite tout à l'heure. Alors, ici, c'est vrai que les résultats sont, eux, catastrophiques. Ils sont sortis aussi hier sur le net. Concours de Polytechnique, on ne va pas pleurer. Mais, c'est quand même intéressant : quatre cents candidats. Pas quatre cents candidats, mais quatre cents places. La moitié des places provient de deux lycées de l'Île-de-France. Ça, j'avais beau le savoir, à chaque fois ça me fait quand même un choc. Deux lycées produisent 50 % des places Polytechnique. Donc, c'est pour ceux qui voudraient le savoir, prendre des notes. Ça peut toujours servir. Donc, c'est Louis le Grand et Sainte-Geneviève de Versailles. Fascinant. Et, ce qui est intéressant, c'est surtout qu'en 2003 puisqu'on doit faire un bilan, ils produisaient cent cinquante élèves sur les quatre cents et aujourd'hui, ils en produisent deux cents quarante. Donc, ici effectivement, on a déjà une société on pourrait dire à deux vitesses par rapport à ça. Donc, des gens qui courent. Et, ce qui m'étonne entre parenthèses, y compris politiquement, c'est qu'on pourrait quand même alors que ce n'est pas dans beaucoup de programmes des politiques, mais c'est François de Singly qui parle à titre personnel, il faudrait quand même un jour se poser la question parce que même si pour moi la concurrence, y compris dans le sport, c'est positif et tout, ce n'est pas forcément clair qu'il faille toujours maintenir l'élitisme républicain par les grandes écoles. Tant que les grandes écoles resteront, il ne faudra pas continuer à pleurer, c'est logique. Juste pour dire, puisque par rapport aux territoires, ça je ne le savais pas, il y a soixante-quinze prix au Concours général. Non, Paris en a eu soixante-quinze en 2011 et trente-six pour la Province. Je suis fier d'être parisien. Ça pour dire qu'on peut, en fin de compte on pourrait s'amuser, je veux dire, à développer une série de chiffres. Les Français, jeunes, ont le moral d'après l'Insee.

Autre enquête : Fondation de l'innovation politique sur « croyez-vous en l'avenir ? », enquête internationale. Les Français, oui j'ai toujours eu des problèmes de classement, chez moi mon bureau est plutôt adolescent : « mon avenir est prometteur ». En fin de compte deux pays, où je suis certain que j'aurai un bon travail dans l'avenir, deux pays se dégagent des pays, on va dire, industrialisés, ils ne sont industrialisés forcément, mais pays développés entre guillemets, c'est la France et le Japon qui se dégagent par un très très fort pessimisme de la jeunesse. Donc, on peut être à la fois satisfait et pessimiste. Encore une grande tension. Ce qui est intéressant, juste un petit commentaire en désordre. Le Japon et la France sont les deux pays où la concurrence scolaire est extrême. Au Japon, encore pire parce que le suicide des lycéens est beaucoup plus important aussi qu'en France. Donc, il y a quelque chose à voir avec ce degré extrême qui est imposé par le slogan dont je ne suis pas sûr qu'il ait été vérifié entre parenthèses, mais ça n'a pas d'importance, sur les deux cents maternelles. En tout cas il y a deux lycées, peut-être deux cents. Mais le processus pourrait être un peu plus long, mais le fait de désigner les maternelles désigne bien le fait que l'obsession est dès le départ. Vous vous rappelez il y a quelques années, on en parle moins, il y avait même un appareil pour faire écouter des cassettes d'anglais aux femmes enceintes, des fois que comme ça, elles pourraient apprendre l'anglais. Je pense qu'on aurait pu passer directement au chinois tant qu'à faire de se projeter dans l'avenir. Le camarade de la JOC ne doit pas s'endormir, même si je ne dis plus topinambour.

Alors, tout ça pour dire qu'il y a quand même, à mon avis, de la contradiction qui fait qu'on peut, j'y reviendrai dans ma dernière partie, la situation des jeunes est à la fois catastrophique par rapport au baby-boomer que je suis et en même temps, ça me fait bizarre de dire ça, ça m'énerve, c'est pour ça que je ne voulais pas faire la conférence, en fin de compte, de ce matin, c'est plus difficile de la faire

sur une tension puisqu'il y a les deux couleurs et donc, par d'autres côtés, parce que le film malheureusement un petit peu sautillant, il a un petit côté hip-hop le film de ce matin, vous avez vu. Vous ne savez pas, c'est peut-être ça la sociologie, pas grand-chose, mais la sociologie, ça ne s'arrête pas à une image seulement. Et, vous ne savez pas parce qu'une partie des jeunes qu'on a dit « mettons à la techno parade ou à la love parade et tout », peut-être ils sont aussi dans la merde scolaire pour une part. Et, qu'est-ce qui fait qu'ils vont coder au moment de l'indice de satisfaction, ils font un mélange de toutes leurs dimensions de l'existence. Et, très souvent, nos études, quelles qu'elles soient, on les coupe. Donc, on dit « regardez destin scolaire, destin de génération, ils sont enfermés, les baby-boomers les écrasent totalement et tout ». Ce qui est vrai. Mais, d'autres dimensions sont vraies. Tout à l'heure, je vais applaudir les baby-boomers quand même. Alors, à propos des baby-boomers, comme j'ai peur, parce que j'ai peur ça c'est autre chose.

Hier soir, on a eu un très beau spectacle. En fin de compte, si vous avez vu, on a applaudi, puis elle est partie. Puis elle nous a fait le coup du rappel, ce que ne faisait jamais Jacques Brel, jamais de rappel. Elle est revenue et elle nous a fait l'histoire du blues. Et, moi, je voulais, j'ai préparé comme je suis à peu près sûr de ne pas avoir de rappel vu le niveau totalement nul de ma conférence, je vais vous faire mon rappel tout de suite sur l'histoire du twist. Et, maintenant, je suis dans le sujet. Toujours, une première partie échauffement. Je n'ai jamais réussi à faire l'échauffement dans la salle d'avant. Donc, c'est comme ça. Brel que j'aimais, beaucoup, on écoutait, j'ai écouté 50 % Brel, 50 % Johnny, contradiction déjà à l'intérieur de soi-même. Pourquoi j'ai écouté Brel ? Je l'ai écouté en tant que membre de la famille de Singly parce que Brel était, entre guillemets, pas le dieu parce qu'à l'époque j'y croyais encore, mais l'idole de la famille. Il y avait du texte. On pouvait même faire écouter à maman ou à papa le texte pour dire. J'ai même fait des réflexions autour des chansons de Brel, plutôt au début « la lumière jaillira » tout ça. Et, Johnny ? Johnny, je ne l'ai pas aimé en tant que fils de, je l'ai aimé. C'est le début je n'y peux rien, j'ai la chance d'avoir connu juste le moment où j'avais les moyens de dire « non » en tant que fils de. Nouvelle tension, interne qui est une partie des jeunes. C'est que pour avoir le plaisir d'aimer Johnny, d'une certaine façon, il faut aussi aimer Brel. Si on n'aime que Johnny, on n'a pas le même plaisir. La tension, ce n'est pas forcément négatif par rapport à ça identitaire.

Je suis toujours dans le sujet. Ça n'a pas bougé, ça s'est simplement très diversifié. L'année dernière sont sortis des coffrets de CD « Salut les copains », meilleures ventes de Noël. Pourquoi ? Parce que les jeunes n'achètent plus de CD, ce n'est que des vieux comme moi qui ont acheté les CD. Je ne les ai pas achetés, mes enfants m'ont rendu hommage parce que je ne les embête pas avec les chansons. Je dois écouter tout seul, même mon épouse refuse ; donc, j'ai écouté ça. Et, j'ai découvert, à ce moment-là, que le photographe Jean-Marie Périer, amoureux à l'époque de Françoise Hardy, ne sortez pas les mouchoirs en même temps, elle aurait peut-être mieux fait de rester avec lui qu'avec Jacques Dutronc, mais c'est une autre question. Par rapport aux sketches d'hier, c'est people. Mais, people ça fait aussi partie de l'existence. Il ne faut pas l'oublier parce que des millions de Françaises et de Français lisent toutes les semaines people. Il faudrait qu'un jour on le dise ici. C'est-à-dire se demander « qu'est-ce que ça veut dire ? ». Consigne. Daniel Filipacchi s'est engraisé sur notre dos comme vous le savez. Il est devenu très très riche. Daniel Filipacchi n'avait donné qu'une seule consigne à Jean-Marie Périer « fais des photos qui déplairaient aux parents ». Voilà la vérité. Donc, j'ai affiché « Salut les copains » dans ma chambre. Je ne vous raconte pas l'origine des photos. Ça serait un peu long. Et, j'ai attendu. Mon père m'a surpris, il faut le dire, je lui rends hommage, il est mort, parce qu'il a toujours, il venait me dire bonsoir comme ma mère, et ils n'ont jamais vu les posters de Johnny. C'était intelligent parce que, sinon, ils m'auraient dit de les décrocher etc. Peut-être que j'aurais fait une bêtise ? Tandis que là n'ayant toujours pas compris, je suis devenu, profitant de cette pierre sur la rivière qui me menait, j'ai profité, je me suis dit il faut que je devienne Sociologue pour essayer de comprendre la jeunesse. J'ai mis du temps, vous voyez, je ne suis pas bien sûr.

Alors, revenons à ça. Qu'est-ce que ça veut dire « être jeune » ? Je veux rendre hommage à quelqu'un que j'aime bien pourtant ce n'est pas une Sociologue, mais qui est Françoise Dolto. Vous savez qui dit que l'adolescence est le complexe du homard. Sur le fond, c'est quand même une belle image. C'est quand même un peu vexant. C'est-à-dire, je retire une carapace. Pour l'instant je n'en ai pas et j'attends, éventuellement, dans son image, de devenir adulte et d'en avoir une autre. On pourrait réfléchir longuement sur cette analogie. C'est une analogie, donc elle a des limites. Mais, elle est quand même très belle. C'est quoi la carapace que je laisse tomber ? Eventuellement, pour une part

dans le langage, on dirait, de l'individualisme citoyen, c'est celle de l'émancipation. Je ne me définirai pas d'abord en tant que fils de Johnny, du côté Brel, en même temps j'étais quand même un bon élève et j'essayais d'être sérieuse et douce. Donc, on n'est jamais totalement forcément « homard ». Le paradoxe est peut-être que les plus « homard » n'ont jamais eu de carapace. Ça, je pense qu'on en parlera tout à l'heure. D'où le problème y compris de leur construction identitaire. Si vous avez déjà eu une carapace, que vous l'avez en partie détachée, alors, sur le fond, vous arriverez, je pense, à avoir une nouvelle carapace. Je suis donc dans la symbolique, mais rassurez-vous que dans la symbolique, tout nu au moment où je me débarrasse de ma carapace. Donc, ici, caractéristique importante et non pas anhistorique, je ne l'oublie pas, même si j'ai commencé dans les années 65. Il y a une très forte augmentation de l'injonction. On n'était qu'au début, 65, de l'injonction de devenir soi-même. D'où l'injonction de l'émancipation, pas forcément politique, mais de l'émancipation au sens « deviens toi-même ». Plus ça augmente plus normalement notre objectif, je parle du point de vue de nous tous et pas simplement des jeunes. Je ne sais pas si j'aurai le temps d'en parler, de nous tous, c'est justement de ne pas se définir nécessairement par une carapace. Carapace, je vais en parler tout de suite, qui se définit au moment de l'adolescence par le rapport de filiation et je vais faire une page de pub. Dans un mois, sort un livre qui s'appelle « Séparées » avec un E et on voit que, par exemple, un certain nombre de femmes se séparent de leur mari parce qu'elles estiment que leur mari, c'est-à-dire leur couple, est devenu une carapace et refont non pas une crise d'adolescence, mais essayent de recomposer une nouvelle identité. D'où le fait que, dans la construction identitaire telle que je la perçois, vous voyez que vous pouvez naturellement dire il est tout nu, il va souffrir je vais vous en parler, on est vulnérable au moment d'une crise. Le divorce ou la séparation ce n'est pas très souvent une grande fête. Il y avait des gens qui avaient essayé de faire la fête du divorce. Ça paraissait quand même un peu bizarre. Mais, ce n'est pas pour autant que ce n'est pas une logique de l'émancipation. L'émancipation, injonction de devenir soi-même aux différents niveaux n'est pas nécessairement synonyme à tout moment de bonheur.

Alors, donc, une des caractéristiques que vous connaissez mais que je voudrais peut-être un tout petit peu élargir, que je pense que dans les 10 ans une des choses qui a changé c'est le vocabulaire, non pas sur la jeunesse forcément, mais sur l'apparition progressive d'un mot qui n'existait pas quand j'étais sociologue il y a vingt ans, trente ans, quarante ans maintenant qui était le mot de vulnérabilité. C'était plutôt un mot pour les psys, je n'en sais rien. Mais, à un moment donné, paf, c'est arrivé. Et, donc qu'est-ce que c'est que la vulnérabilité ? Alors, on en parlera tout à l'heure, il y a la vulnérabilité, il y a plusieurs degrés dans la vulnérabilité. Et, donc, à la fois, il y a de la vulnérabilité que je vais appeler provisoirement excessive. Mais, la vulnérabilité est un état normal de la jeunesse au sens social du terme puisque, pour reprendre l'analogie de Dolto, lorsqu'on est dans un état où on a moins d'armure par principe on a un sentiment de dégageant, mais en même temps on peut recevoir beaucoup plus de blessures que si on est armé. L'amour est un état comparable. Quand nous sommes amoureux, nous sommes adolescents au sens normalement si on est amoureux avant d'être vraiment amoureux, d'être regardés avec son amoureux on dépose sa carapace et à ce moment-là si votre partenaire vous connaît bien, il peut taper, même symboliquement, il peut dire juste la phrase qui va faire très très mal. Pourquoi ? Parce que justement, vous êtes nus. L'histoire de l'individualisme a à voir avec la nudité symbolique de l'émancipation. Pour faire plaisir aux hommes et aux femmes politiques au premier rang, pour leur rendre hommage de s'engager ainsi, eh bien c'est la figure de l'isoloir. L'isoloir, on se met tout nu dans l'isoloir puisqu'en fait ma voix, mon diplôme, le fait que je sois père de trois enfants, je le dis parce qu'il y a des gens qui, dans le temps, demandaient un vote plus, puisque moi, avec trois enfants, je devrais avoir quatre voix parce que je représente aussi l'avenir, conception très citoyenne, mais qui a été défendue par des mouvements familiaux. Donc, à côté, il y a quelqu'un qui a totalement d'autres dimensions, il rentre dans l'isoloir. Le temps de l'isoloir, c'est un temps de nudité citoyenne, mais c'est une image symbolique. On ne vote pas normalement en tant que fils de, on ne vote pas en tant que, on vote bien évidemment aussi en tant que fils de etc. Mais, symboliquement on doit se dépouiller. L'image du dépouillement est absolument centrale. C'est pour ça qu'il faudra revenir sur l'héritage parce qu'il n'y a pas de société individualiste sans héritage. Donc, petit scoop. Il faudrait déjà que la gauche ne se trompe pas de langage. Nicolas Sarkozy n'est pas un libéral parce que les libéraux sont contre l'héritage, les vrais libéraux dans la tradition libérale. Mais, c'est autre chose, mais ça a à voir. Pour devenir soi-même, j'ai le droit de devenir riche, mais pas à partir de la fortune de mes parents.

Alors, vulnérabilité normale, c'est que tous les adolescents sur le fond peuvent, dans ce dépouillement, être plus ou moins fragiles, vulnérables. Vulnérables soit par rapport aux parents, soit y compris dans des rapports extrêmement durs par rapport aux pairs qui peuvent, eux aussi, s'ils les connaissent bien, justement par exemple les remarques qui reviennent presque toujours, c'est les remarques corporelles. « Qu'est-ce que t'es gros ». Ruffo l'a dit tout à l'heure, c'est effectivement une injure. A la fin du XIXe, être gros était un sentiment. Les riches étaient gros et gras et c'était plutôt un sentiment positif au moins pour les hommes. Donc, il faudrait faire une typologie, j'avoue ne pas l'avoir faite, mais une étude de comment tant que je n'ai pas reconstruit mon moi, si j'y parviens, et que j'ai laissé, en partie, ma première carapace, comment je me construis une carapace provisoire ? C'est-à-dire, comment je me protège quand même quand je suis nu, adolescent ? Donc, juste un extrait d'une interview puisque je travaille en ce moment avec Elsa Ramos sur la vulnérabilité pendant la jeunesse. C'est un extrait d'un entretien d'une jeune fille de 16 ans par rapport à ses parents, à leur relation un peu tendue, pas catastrophique, un peu tendue : « Il y a des moments où je n'ai pas envie de répondre parce que c'est mes humeurs. Par exemple, la question : c'était bien ta journée aujourd'hui ? Moi, je dis normal ». Pas de pub pour Hollande, « normal ». C'est ni oui, ni non à la fois. C'est rien du tout. Là, c'est presque audacieux ce que je viens de dire. Mais, bon, c'est juste pour sauter la conversation. Juste sauter la conversation. Normal, ça c'est quand même magnifique. Normal, il faut prendre au sérieux. La sociologie compréhensive, c'est de prendre les catégories des gens totalement sérieux, même s'ils n'en ont pas forcément, entre guillemets, la théorie. Normal. Il est normal que je ne réponde pas puisque je ne suis pas fille de, je n'ai pas à rapporter à mes parents. Alors, certains font des compromis, ne parlent que de l'école. Mais, elle, elle ne veut même pas parler. Elle ne veut rien parler. C'est une manière de dire « je n'ai pas envie de continuer la conversation ». Tout à l'heure, si vous me posez des questions, je dirai « normal ». J'espère que tout le monde aura compris. Comme ça, je ne donne aucun de mes sentiments. Donc, ici, c'est une forme de carapace symbolique. Normal. Très joli. Réfléchissez, y compris pour ceux qui sont dans la vie conjugale : quelle est leur carapace lorsque leur conjoint les ennueie. Pas de raison. Il y a des solutions de continuité. Que ce soit pour dire « oui, je vais très bien » ou « je ne sais pas ». Non, je n'ai rien envie de leur dire. Magnifique carapace.

Ensuite, ce que j'appelle la vulnérabilité excessive, mais je pense qu'on en parlera avec les autres intervenants, c'est la vulnérabilité, j'ai mis du temps entre guillemets à la trouver cette chose-là. Pour m'émanciper ou pour me désaffilier, il faut que je sois fils de. D'où le fait paradoxal que ceux qui n'ont justement pas de ressources, éventuellement qui peuvent être en partie désocialisés, ont une énorme difficulté dans une société individualiste puisque l'opération n'est pas d'abord d'être nu. Et, le sentiment d'être soi-même vient d'abord du sentiment de pouvoir retirer le vêtement. Donc, si je n'enlève pas, que voulez-vous que je dise ? Si je n'ai que Johnny depuis que je suis, entre guillemets, tout petit, vous voyez il faut que je puisse dire : mais bon Brel a des limites, peut-être même Brel c'est un peu Brel. Donc, la tension à l'intérieur de chacun des individus est justement la vulnérabilité qui nous donne la possibilité de dire « je ». Si je n'ai pas deux dimensions ou plusieurs dont celle de filiation avec des ressources, je ne peux pas faire justement mon « je » qui ne se construit que dans le « je ». Ou l'inverse parce que j'ai toujours eu du mal à prononcer. Donc, ici, je pense qu'une partie des discours sur la jeunesse, c'est mon sentiment, mêle, et, je pense que ce n'est pas juste, et qu'ils contribuent, y compris des gens ici et peut-être même tout à l'heure, contribuent à « tous les adolescents sont vulnérables ». Certains, ce n'est pas qu'ils le soient plus, c'est que ce n'est pas exactement le même type de vulnérabilité. Et, donc, autant je suis d'accord pour. Vous allez me dire on ne vous demande pas votre avis, mais tant pis je le donne : autant je suis d'accord pour lutter contre la vulnérabilité excessive. Quelquefois, il ne faut pas faire un feuilletage comme quoi la vulnérabilité serait un état catastrophique. La vulnérabilité dans une société telles que les nôtres, est pour moi positive en partie quand la vulnérabilité est normale.

Et, d'ailleurs c'est pour ça qu'on va continuer. Ce n'est pas des crises d'adolescence qu'on fait forcément. Mais, je vous dis le processus de séparation, le processus de séparation, donc j'oublie l'analogie et c'est la même de Dolto, je vais prendre plutôt un concept qui m'est plus cher qui est celui de séparation. Je dois me séparer à un moment donné pour avoir le sentiment d'exister. Là, je ne peux pas m'empêcher de faire une citation. Ça sera la seule citation savante. Mas, le jour où je l'ai vue, le bonheur pour moi. Vous allez me dire « bon ça va, ça nous coûte pas trop cher ». Une citation de Montaigne, XVI^e siècle, parce que l'histoire, je n'ai pas le temps, mais l'histoire est une longue histoire, l'histoire du sentiment de devenir soi-même. Montaigne, peut-être que vous le savez, et là ne voyez pas de politique, a été Maire de Bordeaux. Oui, ça peut arriver à des gens très bien. On lui avait

demandé. Vous savez, il y a des hommes politiques qui disent « j'écoute, la France me parle ». Là, on lui avait demandé. C'est Bordeaux qui lui avait parlé, qui l'avait appelé. Ça ne l'intéressait que moyennement disait-il au début. Mais très souvent on le dit en politique. Puis, après on prend goût. Ecoutez cette citation. Elle est quand même du XVI^e siècle. Et, tout est contenu déjà, à quelque chose près quand même, heureusement il reste un petit peu de travail. Donc, il est Maire. C'est dans Les Essais, une phrase. Je ne me lasse pas de cette phrase : « Le maire et Montaigne ont toujours été deux d'une séparation bien claire ». Le Maire et Montaigne ont toujours été d'une séparation. La séparation est au fondement, la séparation, ici du clivage identitaire mais qui renvoie à tout ce que je vous ai dit jusqu'ici, est au fondement, de mon point de vue, de la construction identitaire des sociétés occidentales. Si j'avais le temps, je vous referai l'histoire de l'amour et du mariage. Le mariage est ce côté-là. On se marie normalement dans toute l'histoire du monde entant que fils de ou de fille de. Le mariage arrangé est la forme normale du mariage et pas la forme anormale du mariage. Et, l'amour, c'est moi en tant que personne qui aime une autre personne. Au départ, dans l'histoire, au XI^e siècle, on ne devait surtout pas mélanger et on ne devait pas, c'était interdit, les femmes de l'époque, les cours d'amour interdisaient aux femmes d'aimer leur mari puisque c'était d'une séparation bien claire. Le problème, il est là et on ne va pas le régler aujourd'hui malgré l'excellence de ces journées. Mais, de toute façon, si on le réglait, il n'y aurait pas de onzième fois et ce serait triste. J'avais une astuce à faire aussi. C'est que j'ai un peu mal à la gorge et donc, je vais prendre une pastille de... topinambour. J'ai réussi quand même cinq. Cinq. Six ! Bon, jusqu'à sept, il faut que j'y arrive puisque c'est un chiffre magique.

La séparation, le statut de la séparation. Là, par exemple, il faut arrêter aussi. Vous avez des gens qui vont dire oui, puis non etc. A l'adolescence, vous aussi, cette séparation n'est jamais bien claire. Donc, la séparation est le processus central sauf que le plus souvent, elle n'est pas bien claire. Prenez comme exemple François de Singly. Ce n'est pas le bon exemple comme exemple. De ce côté-là, c'est les identités statutaires, fils de. Mais, on n'est pas que fils de. On a par exemple aussi, tel que j'ai été présenté tout à l'heure Directeur d'un laboratoire... une identité statutaire, je ne veux pas être réduit à ça. La séparation bien claire c'est que François de Singly a le sentiment d'être unique comme chacun d'entre nous. Le problème du lien social. Quand on est au monde unique, c'est plus difficile de faire un lien social. C'est notre sujet. Tout le monde suit ? Donc, on a l'impression que la séparation est bien claire. Mais, plus j'y réfléchis, et c'est un luxe. Comme je suis Prof, je surveille ceux qui parlent parce que ça va être justement une des réponses par rapport à la discussion. En fin de compte, la sociologie m'obsède et donc c'est à la fois une identité statutaire. Mais dans le contenu François de Singly à titre personnel je suis aussi Sociologue, donc la séparation n'est pas bien claire. Dans le cas de Montaigne, ça ne l'intéressait pas d'être Maire. Donc, il n'a jamais réussi à mettre une partie de son identité statutaire en termes d'identité personnelle. Donc, il n'a pas totalement engagé. La théorie de l'engagement, mais c'est pour développer ce qu'on pourrait faire si on avait un peu de temps, et je vais être plus rapide, c'est quand j'ai des positions au temps où je suis étudiant, c'est une carte, étudiant, dont on parlait justement. Est-ce qu'on vote aux élections ? On ne vote pas en termes d'identité statutaire. On ne se déplace pas sauf si le vote est obligatoire. On va voter à titre personnel. Donc, ça veut dire qu'il faut qu'en tant qu'étudiant ma part d'étudiant soit une dimension importante de mon identité personnelle. Or, ce n'est pas du tout prouvé. Donc, chacun d'entre nous, avant d'interroger les autres soi-même, quelle part d'identité statutaire, j'inclus père, mère, conjoint, militant etc, est à la fois une identité statutaire et jusqu'où c'est une identité personnelle ? Si mon identité personnelle n'est qu'une seule dimension, y compris statutaire, alors à un moment donné, je ferai peut-être une crise identitaire en me disant « quelle carapace ? ». Et, j'aurais la tentation de Venise. Et, donc ici, vous voyez qu'en fait c'est assez tordu. Contrairement à ce qu'on se représente, les individus aujourd'hui doivent avoir, plus que jamais, une série de dimensions statutaires, membres de telle association, Facebook etc. plus j'en ai là et plus je peux construire du moi. Si je n'en ai qu'un, là en face, comment voulez-vous que je puisse jouer puisque la construction de soi, c'est d'avoir le pouvoir, pouvoir relatif, mais le pouvoir, le droit de hiérarchiser mes différentes dimensions statutaires.

Dernière partie, mais c'est toujours un peu la même chose. On l'a vu avec Diams, tout à l'heure. C'est le statut plus ambigu que jamais et, à mon avis, qui est vraiment la chose, en tout cas,

qui, moi m'intéresse le plus d'une certaine façon en dehors du problème de la construction de l'identité mais vraiment par rapport à la jeunesse, c'est ce statut ambigu de la jeunesse. Alors, je vais m'appuyer pour une part sur un texte de Danilo Martuccelli dans un livre que j'ai dirigé qui s'appelle « Nouveau manuel de sociologie » et qui repose sur des petites situations. Dans ce texte, il fait une analogie des rapports adultes/jeunes avec un texte de Norbert Elias sur les marginaux et les établis. Norbert Elias est un sociologue qui a terminé sa vie en Angleterre, chassé par les pays de l'Est, par le nazisme. En fait, il étudie un quartier populaire, je crois à Londres, et il voit qu'il y a un grand clivage dans le quartier et qui ne renvoie pas à un clivage social, qui renvoie en fait à sa variable, tel qu'il l'a écrit, c'est l'ancienneté dans le quartier. Et, donc, il va dire « il y a des établis et des outsiders ». C'est ses termes. Peu importe après. Mais, on va les prendre pour l'instant. Par analogie, on peut très bien penser que, pas simplement les baby-boomers, que les générations plus âgées sont les « installés », que les jeunes qui arrivent sont des « outsiders ». Là, il y a deux cas possibles. C'est soit vous êtes dans un processus qui était le processus un peu idéal de la troisième république, c'est pour ça que quelques-uns ont la nostalgie de l'école qui intègre, et donc on devait apprendre. Durkheim disait que la qualité principale c'est l'obéissance, à l'école. Mais, pour devenir citoyen j'apprends, j'apprends, et une fois que j'ai bien appris, je suis intégré. On passe, j'allais dire doucement, même s'il y a un petit peu de révolte au moment de l'adolescence ou de la jeunesse, mais on passe insensiblement à l'âge adulte qui est, donc l'âge d'être établi. Etabli n'a pas le sens établi dans une profession, l'outsider établi. Ici, on peut penser, aujourd'hui, qu'on est dans une situation ambiguë. C'est-à-dire que les, il faut dire les deux attention, les vieux intégrés sont dans une situation où, effectivement, c'est une relation de pouvoir : la logique de la génération des adultes. Donc, on peut maintenir, ça c'était déjà Georges Duby qui le montrait, c'est dans ces relations-là, on les fait attendre. A l'époque, c'était mieux parce qu'il y avait la guerre, il y avait par exemple les croisades. Ça a permis aux jeunes d'attendre avant de piquer la place des pères. Pratique, les croisades. Donc, quelles sont nos croisades aujourd'hui ? Comme on n'en a pas beaucoup, on n'a pas non plus de colonies, ils nous fatiguent. On les fait attendre. Alors, on peut dire qu'éventuellement on les fait attendre par la musique, la musique c'est-à-dire la culture jeune. Il y a un statut un peu ambigu aussi. Et, puis à un moment donné, donc ça c'est incontestable. On peut décrire, on a sans doute décrit le fait que certains vieux gardent les places et pas forcément pour se dépêcher de les donner aux jeunes qui, pour l'instant, attendent sur les stages, ce qui est vrai. Mais, la nouveauté, c'est basé aussi sur une enquête, c'est pas un schéma purement théorique, c'est que, en fait, une partie des jeunes peuvent vouloir être intégrés, mais en même temps ont aussi une forme, on va dire entre guillemets, de culture de mépris pour les vieux. J'inclus pour les vieux, par exemple la culture scolaire est perçue par la plupart des jeunes comme culture de vieux. C'est pour ça qu'ils ne se précipitent pas à l'école. Ils ne sont pas obsédés de vieillir.

Donc, ici, on va avoir un statut, c'est ma dernière partie, Bourdieu avait dit « la jeunesse n'est qu'un mot », la jeunesse dit François de Singly, c'est deux mots. Pas faux, ça je le laisse pour mes collègues qui diront les faux. Mais deux mots, c'est-à-dire que c'est défini à peu près comme une classe d'âge, ici j'ai compris plutôt 15/25 ans, peu importe, et puis, c'est aussi, la qualité principale de nos sociétés : être jeune. Pourquoi être jeune ? Ça veut dire qu'en fait, justement, même si c'est une illusion au sens qu'il y a de l'inégalité, ça veut dire j'ai encore l'énergie pour pouvoir continuer à me définir parce que dans la société individualiste, ça n'est pas arrêté l'âge adulte. C'est le problème de l'ambiguïté de cette définition. Vous savez la sociologie de la jeunesse, je ne vais pas en dire de mal, même si j'en pense beaucoup. Ils s'obsèdent pour savoir à quel moment on va savoir qu'il y a un jeune qui est devenu adulte. Alors, ils prennent des critères. Au début, comme moi je suis ancien, ça les a beaucoup au départ déçus parce qu'il y avait la cohabitation juvénile. Donc, on s'est dit un jour ils rentreront dans le mariage et ils seront adultes. Il y en a qui ne rentrent pas dans le mariage. Quelle honte ! Il y en a même ici. Donc, si vous prenez ce critère, ça ne marche pas. Le travail, si vous prenez un travail stable, il y a des gens qui, par exemple, n'en auront jamais. Donc, ils ne seront jamais adultes etc. Vous prenez une série de critères. Qu'est-ce que ça veut dire être adulte ? Quelquefois, on a envie, au sens François de Singly est responsable. Si on me dit « François de Singly êtes-vous responsable ? », je veux bien dire oui. Adulte, si je l'entends, quand je dis je l'entends, dans les enquêtes, donc je parle en disant « je », au nom de vous, pour une part, ça veut dire que François de Singly est fini. C'est-à-dire son identité non. Quelle identité aura François de Singly après la retraite ? Vous ne le savez pas, moi non plus. Et, ça fait partie de mon bonheur. C'est-à-dire que j'ai, éventuellement, encore la possibilité, de me redéfinir. Peut-être, je ferai de la politique. Voilà de la concurrence, ce n'est pas bon. Mais, je n'irai pas dans l'Allier, je m'y engage. Ici, on a quelque chose, qui est que vous voyez bien outsiders, intégrés. Les outsiders peuvent devenir ici.

Mais, nous-mêmes, là je me place en tant que vieux, nous-mêmes on peut les stigmatiser : couvre-feu etc. Ça fait partie du film, on crée des formes de catégorisation par lesquelles on dit « la jeunesse à problèmes » pour aller vite. Quand même un des scandales, c'est les maisons d'adolescents par exemple. Imaginons qu'on fasse une maison des Professeurs de sociologie, ça serait que pour soigner les Professeurs de sociologie. Moi, je ne serais pas content. Pourquoi les maisons d'adolescents, ça veut dire maisons d'adolescents malades ? Pourquoi on a supprimé le mot malade ? Parce qu'on présuppose qu'ils doivent être malades naturellement. Scandale. Je suis contre les maisons d'adolescents. En termes de terminologie. Mais, oui quand vous prenez le mot, vous l'incluez dedans. Donc, si on a ça, ça c'est typiquement un truc d'intégrés, maisons d'adolescents. Vous allez être contents là. Petits chéris. Rien du tout. La maison à Cochin, en plus là Ruffo, je connais bien parce que c'est mon université, pensait que tous les adolescents allaient venir quand même. Alors, en dessous, la consultation, au-dessus les enfermés. Et, puis, nous on aurait dû être bien là. J'y vais parce que je fais une recherche, une autre recherche sur l'adolescence. La maison des ados, il n'y en a point. Il y a un grand hall. C'est impeccable. Si vous voulez organiser une journée, d'ailleurs, il y a de la place. Ils vont être contents de la remplir. Oui, on ne met pas une couche « malades », une couche « bien portants », une couche « malades », des fois que ça se contaminerait. Donc, ils ne vont pas y aller. Maison des ados. C'est typique. Ça c'est le pouvoir des vieux de stigmatiser les jeunes. Maison des ados. Stigmatisation. On est tous racistes, tous, par rapport à ça. Raciste pris dans analogie sexiste etc. C'est une chose. En même temps, ça c'est le renversement pour moi absolu. D'ailleurs, la conférence d'hier avec ??? je n'ai pas entendu, mais celle de Martel, c'est le retournement historique du fait que la culture dite légitime accumulée par des années et des années poussièreuses est la culture jeunes pour aller vite. Cette culture générationnelle est séduisante. Vous allez me dire tout ça c'est théorique. Est-ce que vous avez réfléchi à la disposition ? C'est à chaque fois que j'arrive dans des salles, mais on n'arrive jamais à savoir à quelle année c'est arrivé ça. Mais, là, vous voyez Emile Durkheim, Professeur de sociologie au XIX^e, il arriverait là, il refuserait de parler. Pourquoi faire semblant de faire un fauteuil ? On est tous là devant vous. On fait un coup de télé. On est dans un rapport anti-pédagogique. Alors, tension, François de Singly a encore le droit à ça. Mais, des fois, on me l'a supprimé, ça, totalement. Et, je dois faire une conférence assis dans un fauteuil moelleux pour me casser mon rapport parce que. Tout le monde suit ? Chez vous, c'est pareil, normalement votre canapé doit être plus moelleux que les fauteuils de mes parents qui étaient quand même bien tenus et rigides. Rapport au corps qui se joue là-dedans aussi, mais rapport au savoir. Je reviens outsiders établis. Un des problèmes progressifs, c'est que, c'est ni bien, ni mal, c'est contenu dedans, on doit être dynamique. Hier soir, il faudrait re-projeter cette femme dynamique pour le spectacle. Vous avez vu, à un moment donné, elle a parlé de sa grand-mère. C'était bien. Un régal. Elle a dit « moi j'ai toujours crû que ma grand-mère avait été vieille naturellement ». On naît vieux. Mes étudiants sont persuadés que je suis né vieux. Ils demandent plutôt quel siècle. Mais, ça c'est un autre problème. Des fois on se dit. Heureusement, il y a Johnny. Il n'est pas encore mort, donc ça fait du bien. On peut être jeune décrépit, c'est un autre problème. Je veux rester moi-même. Eh bien, la traduction aujourd'hui dans nos sociétés, je veux faire preuve d'un dynamisme, d'une redéfinition de moi-même. Donc, nous sommes et nous voulons, et pas uniquement à cause de Loréal et les marques anti-rides, nous voulons rester jeunes. La première fois, François de Singly, en vélo à Paris. Je vais très doucement. Ça c'est une chose. Je suis moqué dans ma famille comme j'ai une allure de Sénateur sur le vélo, mais les Sénateurs ne font pas de vélo. C'est un autre problème. Je fais mon vélo et boulevard Saint-Germain, c'est mon labo, ding ding ding, deux jeunes filles qui traversent hors des clous. Un scandale. Moi discipliné, comme vous l'avez remarqué, structuration de la conférence impeccable. Ding ding ding. Elles se retournent « eh, ça va le vieux pépé ». Vieux pépé, mais j'ai mis du temps. J'ai été blessé. Normalement, vieux pépé, c'est la définition. Je suis grand-père. Quand je suis devenu grand-père, terrible pour moi. Je suis devenu grand-père assez jeune, 50 ans. Honnêtement, je n'y suis pas arrivé au début. Donc, on a trouvé une astuce. Avec mon épouse, on a beaucoup, beaucoup réfléchi, beaucoup travaillé. Je vous donne le truc. On a trouvé le mot italien. Donc, je suis nono. C'est très agréable parce que nono c'est même plus facile à dire que papa, maman. Des fois, ils disent, parce qu'ils sont adolescents de plus en plus jeunes, no no no no no. Donc, comme vous l'avez remarqué que ça soit à la conférence sur la culture des jeunes ou des topinambours, l'important c'est d'être applaudi. Je vous remercie.

Juliette Moyer-Calvet : Merci à François de Singly. Je ne sais pas si je serai à sa hauteur en matière d'humour, mais en tout cas on va essayer en matière de sujet. Une petite info pratique. Comme je suis

jeune, je reçois des SMS. Il y a un SMS qui m'avertit que, demain, il y a grève des trains dans notre région. Donc, ceux qui sont concernés peuvent prendre leurs dispositions. Voilà, c'est un mouvement de grève régionale. C'était juste parce que moi-même prenant le train.

François de Singly : On voulait simplement faire applaudir la fonction publique.

Juliette Moyer-Calvet :

La thématique d'aujourd'hui c'est « destin de génération : qu'est-ce qui a changé en 10 ans pour les jeunes ? ». On va dire François de Singly a répondu à sa façon. Maintenant, on va en avoir d'autres façons et ce, avec Nisrine Zaïbi, qui est Conseillère régionale de Bourgogne, Vice-présidente en charge de la jeunesse. Elle est Adjointe à la mairie de Châlons-sur-Saône, Administratrice de l'INJEP et j'en passe. Nous allons voir qu'elle est encore plus que cela. Christelle Savignat, Directrice de cabinet au Conseil général de l'Allier, Stéphane Haar qui est Président de la JOC, jeunesse ouvrière chrétienne, et Mikaël Garnier-Lavalley qui est secrétaire général du CNAJEP, délégué national de l'ANACEJ. Voilà c'en est fini pour les loges.

La question qui a été posée, c'est qu'est-ce qui a changé en 10 ans pour les jeunes ? Moi, je pourrai déjà répondre que, en 10 ans, ce qui a changé c'est sur cette scène. Pour une fois, on a la parité, qu'il y a autant d'hommes que de femmes. Et, ça je trouve que c'est une grande première. Et, la parité, je pense qu'on va pouvoir en parler. Ça, c'était le premier changement. Ensuite, qu'est-ce qui a changé ? J'ai demandé à un jeune de vingt-cinq ans de me dire ce qui, pour lui, avait changé. Il m'a tout de suite parlé du 11 septembre où, à cette époque-là, on pouvait croire encore que le monde était bien, était correct, que l'on pouvait avoir une pente assez linéaire. Et, il me dit qu'en fait le 11 septembre était pour beaucoup de jeunes révélateur d'un monde qui refusait de suivre la calme trajectoire que nous imaginions imprimée et il en découlait une perte de repères et de confiance, car rajoute-t-il nous ne nous sentons plus maîtres de notre avenir comme auparavant. Alors, je trouve que la problématique est bien posée et c'est ce que nous allons voir, aujourd'hui, avec nos invités.

Alors, je commencerai par la plus jeune d'entre eux. C'est Nisrine Zaïbi. Bonjour.

Nisrine Zaïbi : Bonjour.

Juliette Moyer-Calvet : J'ai dit la plus jeune. Je n'ai pas dit le plus jeune. Vous avez eu une heure de parole, déjà. Et, je dirai même l'avenir est aux jeunes, maintenant. Je plaisante. Alors, Nisrine, vous avez vingt-quatre ans. Vous êtes née en 1987. Vous vous êtes engagée dès l'âge de quinze ans. Vous avez été engagée politiquement à dix-huit ans puisque vous avez été élue. Vous avez continué. D'ailleurs, vous avez une phrase lorsque vous avez été élue au Conseil régional. Vous étiez interviewée par une télé et vous disiez : « la qualité d'une personne ne se juge pas par rapport à son âge, mais par rapport à son degré de motivation, son degré de passion, par rapport à son engagement qui sera tenu. Pour moi, c'est une opportunité en or. Je ne suis pas dans l'ambition personnelle, mais dans l'ambition du territoire ». Je pense que dire ça, vous aviez vingt-deux ans à l'époque, ça montre quand même que la jeunesse a de beaux espoirs devant elle.

Nisrine Zaïbi : Déjà, bonjour à toutes et à tous. Je vous remercie d'ailleurs de m'avoir conviée à cette table ronde. Effectivement, je ne veux pas comme l'a dit Monsieur de Singly me réduire au statut de l'élue. J'aimerais aussi évoquer, comment dire, mon moi intérieur, si possible. Effectivement, j'ai vingt-quatre ans. J'ai un parcours plutôt atypique parce que je n'étais pas du tout vouée à faire de la politique. Je ne me suis jamais dit « tiens, un jour je ferai de la politique ». A l'âge de quinze ans, j'ai été choquée comme beaucoup de jeunes de mon âge par le score au premier tour de Le Pen 17 %, comme on l'a vu là d'ailleurs. Je me suis dit qu'il fallait quand même que je prenne conscience du danger face à l'extrémisme en tout genre. Et c'est là où j'ai dit « pourquoi pas m'engager dans une association dans un premier temps ? ». Et, d'ailleurs c'était comme ça que j'ai fait mes premiers pas dans l'engagement citoyen. Puis, petit à petit, je me suis confrontée, on va dire, aux aléas du monde associatif. Vous savez qu'on était un peu sous perfusion en termes de subventions. Pour mener à bien des projets, eh bien il fallait demander des moyens financiers, et ainsi de suite. Les moyens financiers c'était la plupart des collectivités qui les détenaient et je me suis dit pourquoi pas être à la place de ceux qui décident de débloquer, on va dire, des moyens pour les associations, ne serait-ce qu'à mon échelle. Je n'avais aucune prétention là-dessus. Effectivement, je viens d'un secteur plutôt populaire ou

sensible, un quartier sensible. Je n'aime pas trop ce terme d'ailleurs, sensible peut-être avec le cœur, mais sensible comme on l'a connoté avec la sécurité etc. Effectivement, je disais simplement que venant de ce secteur-là, je suis partie d'un constat simple. Je me suis dit « il y a un problème quelque part, on n'est pas reconnu de nos voisins qui se trouvent au centre-ville ou autre. Puis, on a tendance à observer qu'il y a un fort cloisonnement. Mes parents me disaient « il ne manque plus que les grillages autour du quartier » et puis on était dans une prison à ciel ouvert. C'est ce qui m'avait choquée et bouleversée. Et je me suis dit « pourquoi ne pas m'engager dans la politique ? ». Voilà, le mot introductif, si je puis dire.

Juliette Moyer-Calvet : Vous vous êtes engagée dans la politique. Mais vous l'avez dit aussi vous ne voulez pas être réduite à ça. Vous avez une double culture. Vous êtes franco-tunisienne. Et je pense que votre regard est important, surtout avec le printemps arabe que l'on a connu. Vous êtes intervenue à plusieurs reprises d'ailleurs sur cette question en publiant des textes sur votre facebook notamment, mais également en intervenant lors d'une conférence qui a eu lieu en septembre dernier. Ce printemps arabe, pour vous, 10 ans après l'attentat du World Trade center, quel parfum il a et peut-être quel éclairage il a sur ces 10 ans passés ?

Nisrine Zaïbi : Tout d'abord, je vais peut-être être provocatrice, mais je ne veux pas qu'on fasse allusion au World Trade Center et ce qui s'est passé, puis à la révolution du monde arabe. C'est totalement différent. Et, il n'y a pas de lien direct à avoir. Il est évident pour moi que c'est quelque chose qui est très important, d'autant plus que je suis d'origine tunisienne. Et, au-delà même de cette appartenance culturelle, c'est un évènement historique. Et, beaucoup trop de nos Politiques ici dans le monde occidental ont tendance à oublier aussi qu'il y a quelque chose d'extraordinaire qui est en train de se dérouler de l'autre côté de la Méditerranée à peine à une heure de là. Moi, ça m'avait un peu perturbée aussi de voir qu'on ne parlait pas trop de ce sujet-là, sachant qu'il fallait aussi qu'on se remette en question. Pour moi, la révolution, c'est totalement ça. C'est qu'aujourd'hui les occidentaux, les élus, ou peu importe, les acteurs que nous sommes ici, on se questionne sur l'avenir même de nos dispositifs et de nos politiques. Et c'était d'ailleurs le sujet même de l'atelier à l'INJEP qui s'est déroulé en septembre dernier à Paris.

La révolution en tant que telle, je ne vais pas revenir sur l'histoire, comment ça s'est passé, avec l'immolation, malheureusement, du jeune en question. Simplement un mot, c'est de se dire il y a une jeunesse qui se révolte, il y a une jeunesse qui a pris conscience qu'elle était dans une situation dramatique, effectivement face à des politiques, on va dire des dictatures plutôt qu'autre chose et qu'ils en avaient marre aussi de ne pas exprimer leur moi intérieur, je dirais, pour reprendre la théorie du sociologue en question qui disait qu'il y a la carapace et puis aussi on a l'identité même de l'individu. Je pense que ces jeunes-là ont compris qu'il fallait stopper de vivre sous une carapace et qu'il fallait s'affirmer et puis s'émanciper. Mais, là aujourd'hui, la question que j'aimerais poser et puis ce qui m'interpelle c'est « à quelle carapace, d'ailleurs, ils pourraient se rattacher pour être dans une phase plutôt sécuritaire de la chose ? ». Parce que, là, on s'aperçoit que c'est un évènement qui est né comme ça rapidement, en si peu de temps. D'ailleurs, ça a été très très impressionnant parce qu'il y a les rôles aussi des médias et des réseaux sociaux qui sont entrés en jeu. Et, puis, là, aujourd'hui, quand on regarde exactement où ils en sont, eh bien ils sont un peu perdus. Et, c'est ce qui m'inquiète, en fait. Et, c'est pour ça que je parle de carapace, c'est-à-dire vers quoi ils vont tendre maintenant qu'ils se sont émancipés finalement. Moi, c'est cette réflexion que j'aimerais aborder et trouver des réponses surtout à ces choses-là, mais surtout interpeller aussi à la fois les Politiques, les acteurs locaux, mais aussi la jeunesse française qui a besoin aussi à un moment donné de se révolter parce que tout n'est pas rose, tout ne se passe pas si bien. On n'est pas tous épanouis. Pour moi, je pense qu'il y a vraiment une détresse chez beaucoup de jeunes, y compris les étudiants, peu importe la jeunesse dont on parle. Il y a beaucoup de jeunesses. Et, effectivement, il y a une grande détresse chez cette catégorie de population comme chez les plus âgés d'ailleurs. Et, j'aimerais vraiment qu'on trouve des solutions à ça. C'est vraiment une attente majeure de la jeunesse aujourd'hui.

Juliette Moyer-Calvet : La jeunesse d'aujourd'hui, la jeunesse d'hier aussi. Je me tourne vers le Président de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, Stéphane. Stéphane Haar, depuis 1927 en fait, vous, vous mettez en place tout un ensemble de structures pour les jeunes, notamment sur les apprentis dernièrement. Vous avez cette vision d'une jeunesse pessimiste aujourd'hui ? Il y avait un article dans

La Croix qui disait « stigmatiser sa jeunesse est un luxe des pays riches » ? Est-ce que c'est quelque chose que vous partagez ?

Stéphane Haar : La JOC a pour spécificité d'être une association qui est entièrement dirigée par les jeunes eux-mêmes, de quinze à trente ans. On est une association qui compte dix mille adhérents, trente mille participants aux activités, présente sur tout le territoire. On a spécifiquement été créé à destination des jeunes de milieu populaire et de milieu ouvrier. Donc, on ne s'adresse pas non plus à tous les jeunes. Et, nous ce qu'on peut constater, déjà on le fait à travers des enquêtes notamment. On agit toujours à partir de la parole des jeunes. Et donc, à chaque fois qu'on lance une campagne d'action, à chaque fois qu'on lance une initiative, soit on propose aux jeunes d'aller mener des enquêtes localement pour savoir un peu ce que pensent leurs potes, c'est plus un prétexte pour aller discuter, mais il en ressort quand même des choses intéressantes, et on lance également des initiatives locales pour permettre aux jeunes qui ne sont pas engagés de prendre part aux initiatives et pas simplement de faire notre petit groupe, de faire notre petite action pour se faire plaisir façon humanitaire. Alors, ce qu'on constate à travers ces enquêtes, quand on leur demande « est-ce que vous êtes confiants pour votre avenir ? », la très grande majorité des jeunes disent qu'ils sont confiants pour leur propre avenir. Mais quand on leur demande « est-ce que vous êtes confiants pour l'avenir de la jeunesse en France ? », eh bien ça s'inverse totalement. C'est du 70 % - 70 %. 70 % confiants pour leur avenir, 70 % pas confiants pour l'avenir de la jeunesse en France. Nous ce qu'on voit, c'est qu'on n'a pas une jeunesse déprimée, opprimée, noyée sous les problématiques. On a des jeunes qui ont envie de croire qu'ils ont l'avenir. On a des jeunes qui ont envie de penser qu'ils valent quelque chose, qu'ils ont la force de pouvoir faire bouger les choses dans la société et qu'ils ne sont pas entièrement déprimés. Mais, on n'a pas une jeunesse idiote non plus. Et, elle voit clairement les problèmes qui se sont multipliés depuis 10 ans et qui se sont renforcés depuis 10 ans et voit très bien que s'ils veulent construire un projet de vie épanouissant pour leur permettre justement de s'épanouir et d'avoir un projet d'avenir, ça ne va pas être simple, ça va être difficile. Et, ça, ils en sont pleinement conscients.

Et, je pense que ce qui est très marquant aujourd'hui c'est le déficit de confiance qu'on peut faire aux jeunes. On reçoit tous les jours des jeunes des signes forts du fait qu'on ne peut pas nous faire confiance. Je pense que vous en êtes témoins, tous, sur le terrain. En matière d'emploi, c'est assez marquant. On nous demande de faire nos preuves et d'avoir de l'expérience alors qu'on débute à peine dans le monde du travail. Faites des preuves, faites des preuves, faites des preuves, et t'auras peut-être ça. Et, ça, c'est quelque chose de vraiment fort. Vous n'imaginez pas le nombre de témoignages qu'on recueille chaque année de jeunes qui se sont donnés à fond pour essayer d'obtenir une situation stable ou simplement une chance d'avoir un boulot et qui, finalement, même s'ils bossent douze heures par jour, sept jours sur sept, comme des malades, ne se voient jamais offrir la possibilité. Ils ont sans cesse à faire leurs preuves et même là ça ne marche pas. C'est quand même marquant de voir qu'on a besoin, sans cesse, de faire ses preuves, faire ses preuves et qu'il y a peu de lieu où on te dit « t'es jeune, tu as des diplômes » ou alors « tu as des compétences » ou alors « on voit que tu es dynamique, on te propose de te faire confiance, vas-y ». Ça, c'est quelque chose d'extrêmement fort.

Je vais vous parler de la situation d'un jeune en particulier qui s'appelle Vincent, qui est sorti de l'université avec un bac + 3, qui, vu qu'avec ça on ne peut pas vraiment faire autre chose, a commencé sa vie professionnelle tout en bas. Il est devenu manutentionnaire. Il empilait des batteries dans des plates-formes logistiques. Et, il s'est tellement donné à fond, parce qu'il voulait croire qu'il avait un avenir professionnel, qu'on l'a responsabilisé. On lui a dit « tu es responsable de chaîne ». Super. Mais, en intérim et au smic. Et, il a tellement bien fait son boulot sept jours sur sept, douze heures par jour qu'on l'a responsabilisé : « tu es responsable de site », et toujours en intérim et toujours au smic. Au final, sur une boîte importante qui s'appelle Géodis, sur un site de six cents personnes, il était devenu le quatrième au niveau hiérarchique en trois ans, mais en intérim et au smic. Et, quand ils ont décidé, évidemment, de restructurer un petit peu la société, eh bien c'est comme s'il n'avait jamais fait partie de l'entreprise. C'était au revoir. Il a dû tout recommencer à zéro. Donc, vous imaginez. Mais, je pense que vous vous imaginez bien l'effet que ça peut avoir sur la confiance qu'il a en lui-même, le sentiment finalement de n'avoir servi à rien, la confiance qu'il a aussi vis-à-vis de cette entreprise, mais vis-à-vis du monde du travail en général, et puis la confiance qu'il a aussi vis-à-vis d'une société et d'un Etat qui a laissé faire un truc pareil, quand même. Du coup, forcément, ça égratigne cette confiance qu'il a en lui, mais ça a aussi nui dans la relation qu'il peut avoir avec le

monde du travail. Et, c'est une des raisons et un des symboles de la rupture qu'il y a aujourd'hui, la rupture profonde entre les institutions et la jeunesse.

Juliette Moyer-Calvet : Mikael Garnier-Lavalley, vous n'allez pas dire autre chose. Vous avez participé, vous, en 2000, vous faisiez partie de la commission jeunesse et politiques publiques du Commissariat général au plan. Vous avez rendu le rapport « jeunesse et devoir d'avenir ». On en parlait un petit peu avant. En fait, en 10 ans après ce rapport, rien n'a véritablement bougé.

Mikael Garnier-Lavalley : Je crois que les différents orateurs ont bien expliqué la problématique, la limitation du travail, l'arrivée du chômage de masse, l'allongement des études qui est une forme de réponse publique à cette situation de difficulté d'insertion des jeunes dans le monde du travail. C'est le mot outsider que donnait Monsieur de Singly tout à l'heure, fait qu'on a eu une réponse publique qui était à la fois de favoriser cet allongement des études, mais aussi d'axer des politiques successives et par un empilement massif de dispositifs visant à toucher les jeunes les plus en difficulté. C'était le constat qu'on faisait en 2000 dans le rapport que vous citez. On pourrait dire qu'en 10 ans, le constat a été partagé, mais qu'on a refait exactement les mêmes erreurs. C'est-à-dire qu'on a continué à réinventer des dispositifs ciblés en direction des jeunes les plus en difficulté et qui ont toujours été moins favorables que le droit commun. Et, donc, au final, on toujours posé des espèces de pansements là où il y avait des plaies béantes et sans que ça ne résolve aucun des problèmes, ni pour ces jeunes, ni pour les gens qui les accompagnent, ni pour les institutions qui ont été créées pour ça. Cela met, aujourd'hui, l'ensemble du système en difficulté puisque les institutions sont stigmatisées, les jeunes qui les accompagnent sont eux-mêmes stigmatisés et les jeunes ne sont pas particulièrement en meilleure forme qu'il y a 10 ans, voire qu'il y a 30 ans.

Au contraire, les indicateurs qu'on a et sur l'entrée sur le monde du travail avec l'allongement de la durée pour un emploi stable, et la question du statut de l'entrée dans le monde du travail dans la précarité, Stéphane l'a dit, les jeunes sont les plus touchés par l'intérim, les CDD, le travail précaire, pas à temps plein, travail à temps partiel, ainsi de suite. Et, troisième élément, on a fait en sorte de laisser rentrer dans la pauvreté. Et, les indicateurs d'évolution de taux de pauvreté des jeunes sur ces dernières années sont assez alarmants et ils sont doublés du cri d'alarme apporté par les personnes qui s'occupent pas des jeunes les plus en difficulté, malheureusement, mais des structures qui s'adressent aux individus les plus en difficulté : Secours populaire, Secours catholique, Restaurants du cœur qui voient, aujourd'hui dans leurs permanences, mais déjà depuis quelques années, arriver de plus en plus de jeunes. Du coup, c'est quand même rageant de se dire que depuis 10 ans, on n'a pas particulièrement avancé sur cette question-là. Le constat s'est partagé. Il a été ré-énoncé dans un autre rapport qui est le Livre Vert d'il y a quelques années et, là encore, rien n'a été fait. Ce qui a amené en termes de réponse, une réflexion peut-être qu'on va vous livrer collectivement dans quelques semaines, mais que vous pouvez d'ores et déjà lire autour d'un texte qui s'appelle « Pour un big bang des politiques jeunesse » qui est distribué sur le stand, notamment, du CNAJEP aujourd'hui, qui est un travail d'un an entre les organisations qui sont au contact des jeunes les plus en difficulté autour de la réinsertion, des foyers, la FNARS, des gens de la jeunesse et de l'éducation populaire autour du CNAJEP, des gens du secteur social autour de l'UNIOS, avec l'union des missions locales, la Mutualité française, les organisations de jeunes et puis tout un tas d'autres organisations pour dire « on est d'accord sur ce constat depuis longtemps. Qu'est-ce qu'on attend pour le faire ? ». Est-ce qu'on réinvente ?

Je vais vous prendre un exemple très clair. Le rapport du plan sort en 2000. La gauche a encore quasiment un an et demi pour imaginer des mesures. Qu'est-ce qu'elle fait ? Elle fait les images que vous avez vues tout à l'heure. Elle fait TRACE, TRACE bis. C'est le pansement, un peu mieux, du pansement précédent. On ne résout aucun des problèmes avec TRACE. Qu'est-ce qui se passe après TRACE ? On réinvente autre chose. On réinvente le contrat d'autonomie, le CIVIS et ainsi de suite. Dans le reportage, on parle du CES pour les jeunes. Vous voyez ce que ça veut dire. Dans le même temps, on leur refuse le RSA. On refuse le droit commun pour les jeunes, jusqu'à l'année dernière. Et quand nous, on ouvre le RSA pour les jeunes, on y met des conditions toujours moins favorables que le droit commun. Qu'est-ce qu'on dit ? On dit « vous êtes jeunes à 18 ans, vous êtes titulaires d'un ensemble de droits et d'obligations, mais, quand même, vous n'allez pas rentrer dans la vie active avec un revenu de l'assistance ». Non, c'est encore mieux. On rentre dans la pauvreté. Ce que je voulais vous dire, c'est qu'en gros, on laisse les choses se faire sans imaginer le filet de sécurité nécessaire. Et,

du coup, la confiance, elle est rompue et il faut changer de paradigmes. Ce que disent les organisations qui ont préparé ce texte, c'est « arrêtons les dispositifs spécifiques, arrêtons d'empiler les dispositifs, pensons le droit commun et on essaye de trouver des solutions, des solutions axées sur le droit commun ». Et, on touchera les jeunes les plus en difficulté parce qu'on ne les a pas touchés par les dispositifs spécifiques. Donc, inventons quelque chose. Faisons rentrer les jeunes dans le droit commun et faisons en sorte de leur proposer un avenir. Vous lirez le texte. Il y a 5 axes : l'éducation-formation, l'accompagnement vers l'émancipation, la garantie des ressources parce que cette question-là, elle est importante aussi. Elle n'est pas seulement importante. S'il n'y a pas d'accompagnement, s'il n'y a pas de travail sur l'éducation, s'il n'y a pas de travail sur l'insertion, ça ne peut pas marcher. Mais, on a nié la question des ressources en disant que c'était aux familles de supporter ce risque. Si ce sont les familles, c'est extrêmement inégalitaire. Et, on renforce encore plus les inégalités de naissance. Donc, passons en droit commun. Réinventons quelque chose. Et, peut-être qu'on arrivera à trouver une solution en les rendant aussi acteurs de cette politique globale. Montrons, ce qu'on disait tout à l'heure, qu'on a confiance et que si on a confiance ça se traduit concrètement. Essayons autre chose que ce que nous avons fait depuis 30 ans pour essayer de résoudre cette problématique-là en donnant le cap. Le cap, c'est à 18 ans on est majeur et à partir de ce moment-là on est dans la société, pleinement responsable, avec des droits comme les autres, pas des droits spécifiques, des responsabilités comme les autres, celles de participer éventuellement aux débats qui nous animent et de trouver sa place concrètement dans la société.

Juliette Moyer-Calvet : Ça sera peut-être aussi question de repenser les politiques, politiques plutôt à donne familiale en France et à donne individualisée dans les pays du nord de l'Europe. C'est une question qui avait été soulevée dans un rapport « Les jeunes dans le monde » que vous aviez préfacé, François de Singly. Alors vous parliez formation, vous parliez économie, c'est pour ça que je me tourne vers Christelle Savignat. Vous, ce sont des sujets qui vous interpellent plus particulièrement de par vos études et de par votre expérience personnelle également.

Christelle Savignat : Effectivement. Alors, moi, je vais me situer beaucoup plus sur le terrain de l'expérience personnelle puisque ni comme Nisrine, ni comme vous par exemple, je vais pouvoir témoigner d'un engagement précoce à quinze ans, mais plus d'une progression. J'explique un petit peu ça. Diplômée d'école de commerce après une prépa, avec la volonté de maintenir une formation généraliste, parce que pas forcément déterminée, mais tout à fait consciente, en tout cas encore à l'époque, d'entrer dans un système presque un peu élitiste et ça un peu malgré moi. Une école que j'ai, par ailleurs, financée par mes propres moyens, on en discutait ce matin. Et, j'avoue que si je devais reproduire ça aujourd'hui, je me poserais quand même sérieusement la question. Oui, ça m'interpelle. Pourquoi ? Parce que s'il y a des avantages que je reconnais bien à la formation que j'ai suivie, c'est celui d'avoir vraiment suivi un parcours en alternance et d'avoir eu la chance de passer presque deux ans en entreprise sur un cursus de quatre ans et de sortir avec un diplôme qui m'a permis d'être recrutée quasiment de suite dans une entreprise publique. Mais, ça c'est un autre sujet. Et, je regrette personnellement qu'aujourd'hui, on en discute souvent avec le Président du Conseil général, l'enseignement supérieur dans notre pays ne rencontre pas suffisamment le monde de l'entreprise et des besoins actuels qu'il s'agisse des secteurs émergents, mais aussi des besoins spécifiques des territoires.

Et, en cela, l'équité territoriale aussi en termes d'enseignement supérieur est à rétablir puisqu'on constate que les meilleures formations sont souvent parisiennes ou en tout cas concentrées dans les grandes métropoles. Or, il y a des besoins sur nos territoires. Il y a des jeunes qui ont envie d'y rester, donc, ça m'interpelle. Ça m'interpelle aussi parce que, précisément, je voudrais introduire par rapport à tout ce qui a été dit cette notion de jeune en milieu rural. On aura demain je crois, l'intervention de David Jouanet qui est Président des JA dans l'allier, des jeunes agriculteurs, même si l'avenir des jeunes en milieu rural ne se résume pas à l'avenir du monde agricole. Les jeunes ont envie de rester aujourd'hui parce qu'ils ont perdu tellement d'autres repères que s'il y a un facteur d'identité c'est l'endroit d'où l'on vient. Sauf qu'on peut avoir envie de rester, mais surtout on est confronté aujourd'hui au problème de ne pas pouvoir rester. Et, tout l'enjeu c'est, vraiment, quelle politique publique, mais pas que. C'est-à-dire la dimension partenariale qu'on arrive à installer sur les territoires entre les différents acteurs peut permettre à ces jeunes de rester et d'être à la fois contributeurs au défi démographique que l'on connaît, mais aussi de s'épanouir dans un cadre qui est le leur, qu'ils connaissent et auquel ils veulent apporter une valeur ajoutée. Voilà, ces questions m'interpellent.

Juliette Moyer-Calvet : On parle de ce qui s'est passé ces 10 dernières années. Je me tourne à nouveau vers Nisrine. Ces 10 dernières années, il y a eu la parité. Elle a été votée par Jospin. Une parité tout à l'heure, vous me le confiez tout à l'heure, vous a certainement aidée à rentrer en politique, peut-être même sans cette parité vous ne seriez pas à cette table là aujourd'hui. Dans le petit film qu'on a vu, j'ai trouvé que les idées étaient peut-être un peu négatives. Est-ce que c'est peut-être une idée aussi qu'il aurait fallu mettre en avant aujourd'hui : permettre aux jeunes, permettre aux femmes de rentrer en politique ?

Nisrine Zaïbi : C'est un sujet, je dirais, assez sensible parce qu'on est un peu sur la limite des quotas, en fait, en parlant de ça. Il y a deux jours, on avait à Dijon un événement pour défendre le droit des femmes en politique et on parlait, on se questionnait sur l'égalité hommes-femmes en politique. Et, il s'avère qu'effectivement j'ai bénéficié de la loi sur la parité. Le problème, c'est que je me suis confrontée à une réalité, c'est que j'ai des critères qui sont peut-être, on va dire, critères j'aime bien ce terme : je suis jeune, je suis femme, je vis sur un quartier dit ZUS, zone sensible, zone urbaine sensible, d'origine en plus voilà. Ces critères c'est vrai qu'entre guillemets ils m'ont avantagée. Mais, je ne trouve ça pas normal en fait. C'est bien sur le fait que ça m'a permis aujourd'hui d'être ici pour m'exprimer. J'en ai bénéficié. Je me suis dit je n'ai pas le choix, si je veux vraiment représenter une certaine forme d'une jeunesse quelconque où les femmes etc, il faut que j'y aille. Mais, toute la jeunesse qui attend à la porte et qui a vraiment cette envie de s'épanouir à travers la sphère publique ou aussi bien dans le monde associatif, le monde de l'entreprise où encore une fois dans la politique, a besoin aussi de cette représentativité. Et, moi, je pense que ça n'est pas forcément que par une loi qu'on pourra réussir à changer les mentalités. Aujourd'hui, on l'a fait parce qu'il n'y avait pas le choix. Malheureusement, c'est assez réducteur ce que je dis, mais travailler sur les mentalités, ça prend beaucoup d'années. Et, je pense que Monsieur de Singly sera d'accord sûrement puisqu'il le fait depuis pas mal d'années, la sociologie, travailler sur l'humain, comprendre autrui. Moi, aujourd'hui, je me questionne en fait sur l'avenir parce qu'en termes de représentativité, c'est une question qui est très importante. Et, il faudra, un jour ou l'autre, la poser sur la table. Et se dire « concrètement, comment on fait pour avoir toutes sortes de personnes qui représentent vraiment la société civile. Aujourd'hui, je suis désolée, mais en Bourgogne par exemple, je parle pour la Bourgogne, il n'y a aucune Sénatrice, il n'y a aucune Députée. En Saône-et-Loire, il n'y a aucune Députée féminine par exemple. Je trouve que c'est un peu regrettable qu'il n'y ait pas de femme, qu'il n'y ait pas de personne issue de, parce qu'encore une fois pour employer les termes. Voilà, j'ai bénéficié effectivement de la parité, mais pas que. Je pense que le fait d'être jeune, c'était un peu à la mode à un moment donné. Et, je pense que certains Politiques ont voulu mettre en avant une jeune. Mais, il fallait batailler derrière pour avoir des responsabilités à la hauteur de ma place sur la liste, pour pouvoir représenter mes idées ; donc, ça c'est un combat perpétuel. Mais, c'est le combat qu'on a l'intérieur même de la sphère politique. Continuons.

Juliette Moyer-Calvet : Continuons. J'ai remarqué que vous preniez quelques notes tout à l'heure. Vous vouliez rebondir sur un sujet en particulier ? Stéphane ?

Stéphane Haar : Je prenais des notes parce que la question de l'engagement militant, politique, c'est quelque chose qui est aussi une question-clé, je pense, des 10 dernières années, sur la jeunesse. Nous, comme je vous l'ai dit, on a fait une enquête en janvier dernier auprès d'un peu plus de 6 000 jeunes sur la question de la liberté de choix, donc un peu dans tous les domaines. Et, ça touche également la question de l'engagement. Et, ce qui nous a marqué c'est que, et ça confirme une enquête qui avait été faite par l'INJEP en 99 et en 2009, on a des jeunes de plus en plus politisés. C'est-à-dire des jeunes qui ont de plus en plus envie d'exprimer une indignation, une colère, en tout cas une opinion et une opinion qu'ils ne placent pas simplement en dehors du débat public. Mais, on a aussi une jeunesse qui est de plus en plus fâchée avec les institutions qui sont censées être le fil conducteur de ces expressions d'opinion, de ces débats publics et ainsi de suite. Dans notre enquête, on a constaté que les jeunes se sentent considérés comme des objets, comme des chiffres par quasiment toutes les institutions sociales. On va parler deux secondes chiffres : 55 % des jeunes se sentent considérés comme des objets par les services d'orientation, 59 % par les services d'aide à la recherche d'emploi, 63 % se sentent considérés comme des objets par les employeurs, 71 % se sentent considérés comme des objets par l'Education nationale et 75 % se sentent considérés comme des objets par les politiciens, par les hommes politiques. Et, ça prend dix points en plus quand on parle des jeunes

actifs. Ça montre qu'il y a un peu un sentiment fort de se dire qu'on a envie de s'impliquer, mais on a le sentiment que ce n'est pas par ces institutions-là que ça passera. Et, c'est un peu la résultante de ce qu'on a vu dire.

On s'est laissé convaincre par trente ans de dispositifs inefficaces qui, au final, ne font que nous convaincre que ce n'est pas là qu'il se trouve le vrai pouvoir ou la vraie possibilité de faire bouger les choses. Nous, on travaille beaucoup dans les quartiers populaires. Je vous ai dit, on est la première association de quartiers populaires en France. On travaille beaucoup dans les quartiers populaires, notamment les années d'élection pour essayer de permettre une prise de conscience politique et au-delà de ça, parce qu'il y a une conscience politique il ne faut pas le nier, mais de pouvoir donner les moyens de l'exprimer et de la mettre en œuvre. Et, c'est un véritable besoin parce que quand on donne la possibilité à des jeunes de mettre les pieds dans le plat, ils ne se gênent pas. Ils mettent les deux pieds dedans. Je me souviens d'une initiative qui avait été menée par la JOC de Lorraine à Saint-Dié des Vosges, un petit bled des Vosges, très sympa, où ils ont organisé une initiative pour porter la parole des jeunes sur la question des loisirs et de la culture, l'accès des jeunes aux loisirs et à la culture. C'était une semaine avant les élections régionales. Et, ils ont organisé une sorte d'action symbolique pour dire que les loisirs et la culture, ça ne doit pas être un luxe, ça doit être accessible à tous, y compris les quartiers populaires. Et, à ce moment-là, ils ont mené une grande action. Ils ont appelé les médias. Ils ont appelé les candidats aux élections régionales. C'était l'époque des élections régionales, donc ça date un peu. Ils étaient soixante-dix et ils ont réussi à faire passer des idées. Et, les hommes politiques se sont engagés sur un certain nombre de leurs propositions. Et, au final, ils se sont dit « voyez à soixante-dix, avec une banderole, on a été plus fort qu'un million d'autres avec un bulletin de vote parce que les autres, ils n'ont pas voté, ça ne change rien, nous on a réussi à mettre quelque chose en place alors qu'on n'était que soixante-dix. Mais, du coup, ça a permis d'enclencher un débat qui a permis de se rendre compte que la politique ça ne s'arrête pas qu'au vote, mais qu'on ne peut pas squeezer le vote parce qu'au final, c'est eux qu'on a mis en place.

Mais, il y a un vrai travail pour re-légitimer un certain nombre d'institution que ce soit des institutions d'accompagnement ou d'aide des jeunes parce qu'on voit qu'aujourd'hui le manque de moyens, une vraie difficulté aussi dans la pédagogie que ce soit dans les missions locales, dans les centres d'information et d'orientation où on a plus une pédagogie du diagnostic que de l'accompagnement, mais qui est aussi due au manque de moyens, eh bien il y a quelque chose à repenser. Mais, dans le monde politique, c'est la même chose. En 1981, on avait une centaine de Députés qui avaient moins de cinquante ans. Ils sont moins de trente, aujourd'hui. C'est aussi un symbole et un signe fort. En 1950, un jeune de milieu ouvrier qui était tisserand, qui avait quitté l'école à quatorze ans, il pouvait devenir Vice-président de l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, plus personne ne croit qu'un truc pareil est possible. Ce jeune, il s'appelait Fernand Bouxom. Je connais sa situation parce qu'il a été jociste, il a débuté à la JOC. Mais, aujourd'hui, aucun jeune dans un quartier populaire, ici, peut se dire qu'en ayant quitté l'école à 14 ans, il pourrait un jour être député. Donc, il y a quelque chose à faire, à mettre en place pour redonner une place aux jeunes dans les institutions, toutes les institutions, mais également pour ne pas se contenter des institutions et de se dire qu'il y a quelque chose qui fait le lien entre ces deux mondes, c'est l'éducation populaire. Et, l'éducation populaire, aujourd'hui, elle a aussi besoin d'être soutenue parce que si, aujourd'hui, on n'a plus cent Députés de moins de cinquante ans, ce n'est pas simplement parce que les Députés veulent s'accrocher à leur siège et qu'ils ne veulent pas des jeunes, c'est aussi parce qu'on a de moins en moins d'éducation populaire qui permet à ces jeunes de s'engager et de prendre ces places-là. Et, donc, on a besoin également d'encourager les initiatives d'éducation populaire. C'est quelque chose qui, malheureusement, a été en décroissant durant les trente dernières années par manque de soutien financier premièrement et également par un besoin de formation parce qu'il y avait beaucoup d'organisations politiques et syndicales qui faisaient de l'éducation populaire et qui, aujourd'hui, n'en font plus. On a, quasiment, des partis politiques de notables aujourd'hui. En France, ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas une place, mais ça veut dire : comme on arrive dans une organisation politique en ne connaissant rien du tout à la politique, on est vite noyé. Et, c'est pareil dans le monde syndical. C'est pareil dans pas mal de lieux. Donc on a besoin de remettre de l'éducation populaire, pas que dans l'éducation populaire, mais partout. Ça, pour moi, c'est vraiment une des clefs qui fera qu'on réduira cette coupure franche qu'il y a entre les institutions et toute une partie de la jeunesse.

Juliette Moyer-Calvet : Mikael, vous avez entendu ces propos. Vous-même avez pris des notes. Comment est-ce qu'aujourd'hui après ces 10 années quand même qui ont été particulières pour la jeunesse, mais pour le monde en général, vous percevez cette jeunesse ? Vous disiez proposer de dépasser les clichés par rapport à tout ce qu'on pouvait avoir aujourd'hui. Vous disiez aussi que ces jeunes on les utilisait dans la publicité pour montrer leur dynamisme, mais en même temps on les montre comme des victimes passives. Vous avez envie de les voir comment aujourd'hui ces jeunes ?

Mikael Garnier-Lavalley : Je les vois très bien. Ce qu'on a envie, mais je pense assez collectivement, dans cette salle où je pense qu'il y a une bonne partie de convaincus, c'est que la société dans son ensemble change un petit peu de regard et évite les paradoxes. Premier paradoxe, mais vous l'avez cité tout à l'heure, c'est de dire « la jeunesse est une valeur pour la société parce qu'elle signifie le dynamisme, le champ des possibles et qu'au final tout le monde veut se sentir jeune, est nostalgique de sa propre jeunesse. Et en même temps, cette même société fait une place réduite, difficile aux nouveaux entrants, aux nouveaux venus à la fois dans le monde du travail, mais qui est important, qu'il ne faut pas nier parce que c'est aussi la question de ce que je fais. On ne peut pas avoir un discours uniquement sur la réduction du temps de travail en se disant « on peut s'épanouir à côté » sans se dire que ce qui fait aussi sens à un moment donné, l'utilité de chacun, c'est aussi d'avoir un statut, un statut que le travail peut donner. Et du coup, la société ne fait pas accueil de sa jeunesse là-dedans, mais du coup en elle n'en fait pas non plus accueil dans le reste, les sphères de responsabilité, le débat en général et ainsi de suite. Premier paradoxe, c'est celui-là. Deuxième paradoxe dans lequel on tombe et qui est récurrent, mais qui a été assez prégnant cette année, on aura l'occasion probablement d'en reparler avec des journalistes, c'est comment la société française valorise depuis longtemps les jeunes à l'extérieur de la France à l'occasion d'événements. Alors, on prend le bassin méditerranéen, mais avant c'était en Iran, c'était dans des pays de l'Est. C'était à chaque fois qu'il y a une possibilité de faire évoluer fortement la société, la jeunesse est aux avants postes et elle est valorisée par nos reportages. Ce même appareil médiatique renvoie une image de la jeunesse française qui est complètement différente, qui est une jeunesse qui n'a pas de perspective, qui s'ennuie, qui est individualiste, qui, en gros, n'a pas de projet et qui est un peu feignante et ainsi de suite.

Juliette Moyer-Calvet : On a des lunettes de quarante ans.

Mikael Garnier-Lavalley : Ça, c'est autre chose. Un autre problème, c'est qu'on regarde les jeunes d'aujourd'hui avec les lunettes de quand on a été jeune soi-même. Alors, forcément, ça a beaucoup évolué. Mais, nous-mêmes on a évolué. Donc, ce rapport aux jeunes est un peu différent. Donc, je pense que ce qui doit nous animer aujourd'hui, c'est comment on arrive à transformer le regard sur les jeunes en ayant un regard à la fois bienveillant et en même temps qui ne soit pas non plus un regard naïf sur « c'est quoi la jeunesse aujourd'hui ? ». Et, puis parce qu'ils sont jeunes, ils sont forcément merveilleux et on va les accompagner à. Il faut être conscient des difficultés qu'ils rencontrent, conscient des difficultés de la société et de faire en sorte qu'on accompagne une insertion logique. Je parlais de droit commun tout à l'heure. Logique à partir du moment où on considère qu'il y a d'un côté, au sens légal du terme, des enfants, moins de dix-huit ans, qu'on considère comme des enfants. Or, aujourd'hui, on grignote de plus en plus le fait qu'entre treize et dix-huit ans, les mineurs ne sont plus considérés comme des enfants, mais on leur fait supporter un certain nombre de responsabilités de plus en plus tôt en faisant fi que ce sont des jeunes en construction, pas complètement finis. On n'est jamais fini, évidemment. Donc, il y a des choses qu'on peut jouer encore. Et, à dix-huit ans, ce sont des majeurs et donc titulaires d'un ensemble de droits. Mais, là aussi, on dit qu'ils ne sont pas vraiment complètement finis. Alors, on ne va pas leur permettre le droit, je disais RSA et les choses comme ça. Mais, on va quand même les garder sous le nid familial par deux outils, la politique familiale - comment est-ce que vous expliquez qu'encore aujourd'hui on continue de donner aux familles une allocation familiale alors que les jeunes ont plus de dix-huit ans - et puis la demi-part fiscale. C'est-à-dire qu'on fiscalise, qu'on permet des gains énormes, notamment pour les familles les plus riches parce qu'ils ont des enfants qui ont un peu plus de dix-huit ans et qui sont rattachés au foyer familial. Et, on pourrait multiplier les exemples qui font que la majorité, le symbole strict de la majorité à dix-huit ans n'est pas aussi simple que ça à gérer. Ce n'est pas le meilleur moyen, non plus, de rappeler aux jeunes qu'entre dix-huit et vingt-cinq ans, plutôt dix-huit et trente ans, ils sont pleinement acteurs de la société. Et, quand on est dans un discours d'invitation qui va même au-delà d'injonction à participer entre dix-huit et vingt-cinq ans à faire des choses, en disant « mais quand même vous devriez ». On n'a pas le même discours à nous-mêmes en se disant « ils ont dix-huit ans, il

faudrait quand même qu'on leur donne l'ensemble des droits ». Et, quand je dis ça, je dis qu'en plus ce qui perturbe énormément ces discussions-là, politique familiale, politique fiscale, majorité, c'est que dans les mouvements, je le dis dans les mouvements politiques, je le dis dans les mouvements syndicaux, je le dis aussi dans le mouvement associatif, souvent nos responsables ne raisonnent pas nécessairement en tant que responsables avec leur background politique, avec leur projet d'émancipation, avec tout un tas de raisonnements liés à une idéologie au bon sens du terme, mais comme des parents, ex-parents, futurs parents, parents. Et, du coup, réfléchissent en fonction de leur situation. « Moi, j'ai un enfant qui va avoir bientôt dix-huit ans, si jamais je pers la demi-part fiscale et que je perds les allocations familiales dans le revenu du foyer c'est énorme. Oui, mais, à priori, votre jeune, il est majeur, il a dix-huit ans. Si on est dans une logique d'accompagnement de l'émancipation, on peut se dire c'est uniquement aux familles et on est sur un modèle familialiste, c'est un modèle, ou on peut être sur un registre qui est un peu différent, qui est un registre d'accompagnement de l'émancipation. Et, on dit on va diriger les aides sur les jeunes pour accompagner cette question-là.

Notre point de vue au CNAJEP et aux personnes qui ont travaillé le texte que je vous présentais c'est de dire « essayons la rupture, pensons la question un peu autrement, proposons une ouverture logique avec un ensemble d'axes autour », de peser sur la question de l'emploi en rappelant que l'entrée dans le monde du travail, ce n'est pas nécessairement la précarité. Ce n'est pas forcément le temps partiel, ce n'est pas forcément l'intérim, ce n'est pas forcément le CDD. La norme du travail, c'est le CDI et ainsi de suite sur un ensemble de choses. Je pense que ça peut permettre aussi de décoincer certaines représentations et d'aller au-delà de la solution rustine. Il y a des jeunes très en difficulté, faisons peser massivement l'action publique dessus, ce qui est une vaste blague puisque ça fait trente ans qu'on a essayé et qu'on n'y arrive pas et proposons d'aller dans une autre direction avec cette logique de confiance et d'accompagnement.

Juliette Moyer-Calvet : D'autres cautions inter-générationnelles de ce plateau voulaient réagir.

François de Singly : J'avais deux, trois choses. Sur le problème des politiques, j'avais une question. Ça ne me choque pas du tout parce que je suis individualiste. Il faut oser prononcer le mot. Familialiste s'oppose à individualiste. C'est-à-dire on ne soutiendra pas les jeunes en tant que jeunes, ça n'a pas de sens. C'est chacun etc. J'y suis totalement favorable. Je vais faire aussi une pub politique entre guillemets. C'est la première fois que ça m'arrive. Normalement, devrait sortir un texte avec Guillaume Macher sur une politique de l'adolescence, de Terra Nova. En tout cas, elle est commandée par. Je ne sais pas si elle est parce qu'elle est un peu limite. Je ne vais pas développer. Mais, sur le dernier point, sur le point que vous avez développé sur le droit commun, je suis d'accord. Ma question, c'est, je pousse un tout petit peu juste et puis là je vais mettre trop de gens au chômage, donc, mais je me suis fait assez applaudir, donc maintenant je peux me faire huer. Sur le fond, c'est jusqu'où c'est nécessaire d'avoir la politique de la jeunesse ? Si, à un moment donné, on considère que les jeunes, les jeunes au sens dix-huit ans pour l'instant, sont adultes et qu'ils ne doivent pas avoir des trucs de mi-mesure, mais qu'ils sont dans le droit commun, comment on raccroche ? Vous allez en avoir une réponse, mais il faut quand même la repenser. Je ne vais pas refaire le paternalisme des parents dont vous vous êtes moqué tout à l'heure, je suis d'accord de s'en moquer, mais de s'en moquer au sens du dirigeant qui raisonne en termes de père. Le paternalisme peut être institutionnel y compris dans la salle. Donc, jusqu'où il n'y aurait que celui-là ?

J'aurais voulu raccrocher JOC et vous sur le problème de la carapace entre guillemets qui est pour moi vraiment le problème de la tension. Je suis totalement d'accord sur le problème de faire les preuves, j'acquiesce. En même temps, la logique de l'individu pour qu'il existe, jusqu'à la fin de son existence, même après, la retraite, c'est quand même avoir des preuves de soi. Le mot est moche, la phrase est absurde parce que justement il n'y a pas le processus de reconnaissance. L'exemple était vraiment incroyable. C'est vraiment des scandales absolus, le cas que vous avez donné et qui, à mon avis, est assez représentatif. Le type fait ses preuves. On ne va pas condamner cette preuve de l'engagement. Ce qu'il faut condamner, ce n'est donc pas le fait de dire à des gens « faites des preuves », c'est de condamner, le mot « faire des preuves » est positif. Ce qu'il faut réfléchir et qui est un scandale, c'est effectivement les processus de reconnaissance de la preuve. Ce n'est pas tout à fait la même chose. C'est comme dans la logique de l'amour. Dans la logique de l'amour, normalement, on doit continuer toute sa vie à faire des preuves. Le problème, c'est qu'un certain nombre de conjoints pensent que. Il y a le problème de la reconnaissance qui est central. Toujours une autre tension. Donc, oui à la preuve,

mais s'il y a reconnaissance, autrement ce n'est pas la peine. Sur le problème de carapace, j'étais d'accord sur cette question parce qu'elle est très ambiguë, en dehors du problème d'avoir les conditions. Admettons même que je sois entre guillemets bien doté, que je ne sois pas dans la pauvreté. On a un rapport très ambigu à la carapace. On en avait rediscuté un tout petit peu même au petit déjeuner. C'est-à-dire qu'à la fois on veut, ça me paraît un besoin légitime pour tous, une certaine sécurité. La sécurité n'est pas un slogan de droite. La sécurité, c'est un Sociologue Giddens qui dit elle est ontologique. Il ne peut pas y avoir de construction de l'identité personnelle sans les processus de sécurisation du monde. Le 11 septembre, à ce niveau-là, est quand même significatif parce que la terre a tremblé entre guillemets, au sens, c'est toujours intéressant de voir collectivement, mais si après on l'a aussi soi-même. Donc, notre difficulté, je dis notre, parce que je pense que les processus des jeunes sont à la fois spécifiques, mais très généraux. Ils grossissent. Les problèmes généraux, à la fois on veut de la sécurité, ça marche très très bien sur la logique conjugale d'une certaine façon, et en même temps, on veut toujours être dans une logique où je suis choisi et reconnu pour moi-même. Donc, en fait, l'idéal c'est d'avoir une carapace qui ne soit pas une carapace héritée, mais une carapace qu'on aurait construite soi-même. Donc, là, ça pose, et à mon avis d'une manière centrale, le fait d'une réflexion sur les conditions, le travail en étant une, à mon avis de manière centrale, sur les conditions par lesquelles on peut avoir une carapace, qu'on peut dire à un moment donné « je ». C'est-à-dire le passé, là. Si on fait du « le Maire et Montaigne », lui Montaigne s'en est bien sorti, mais je ne pense pas que ça soit une solution. Il faut arriver à mettre dans le personnel un morceau de cette carapace si vous suivez mon analogie. Donc, c'est aussi un défi sur lequel je pense qu'on doit réfléchir. Cela permet de répondre aux questions d'engagement etc. L'engagement est perçu par les jeunes, l'engagement en termes institutionnels, l'institution est perçue globalement. Ça a été très bien dit, mais je le redis dans mes termes de ce matin, est perçu comme une trop lourde carapace. C'est-à-dire peut-être que je vais en prendre pour tant d'années. Aujourd'hui, par exemple, je m'excuse de la comparaison, je me rappelle la première fois que j'ai vu une interview comme ça. Je crois que c'était un jeune homme. J'étais là. Et, on lui dit « mais quand vous êtes rentrés en vie de couple ? ». Il dit « Je ne suis jamais rentré. Un soir, je suis resté. Et, puis, il y a eu les grandes vacances. Et, puis on a recommencé ». Après, il était toujours resté avec la même femme. Ils ont eu un enfant. On dit « vous avez pris quand la décision ? ». Toujours le langage du projet explicite. C'est pour ça qu'il faut aussi travailler là-dessus. Ils n'étaient pas dans le malheur total. Ils étaient bien ensemble. Un jour, elle était enceinte. Ils ont fait un enfant. Logiques dans lesquelles si on projette un modèle, je m'excuse, mais c'est pour qu'on discute, un peu trop de projets ce qui aurait plutôt mon histoire personnelle par rapport à ça. Première fois où j'ai eu l'entretien, j'ai dit « quand même ils exagèrent un enfant, ça doit se décider ». On n'a pas fait tout ça pour que ça se fasse un peu. En fait, c'est une logique par laquelle l'engagement est perçu comme non carapace. Très paradoxal. On est dans des trucs très bizarres.

Je vais vous faire une pub pour un journal qui est nul, mais auquel je participe aussi parce que, pour l'instant, la JOC ne m'a pas encore interrogé, mais après mon topinambour je vais y avoir droit. Donc, j'ai été interrogé non pas par le journal de la JOC, mais par Bi. Dans le numéro de cette semaine, je ne sais pas si vous avez vu, mais il y en a eu aussi une page dans Libé. Vous avez des femmes qui se marient en blanc pour le symbole. Tout ça a disparu, mais on veut la robe blanche le lendemain, un petit mouvement, mais pour moi d'humeur anti institutionnel complètement fou, je prends au sérieux. Le lendemain, un certain nombre de ces femmes qui se sont mariées en robe blanche, sérieux, grand jour de leur vie, le lendemain vont soit dans des fontaines ou se roulent dans la boue pour bien montrer qu'elles ne sont pas dupes de la carapace qu'elles viennent de prendre. Heureusement que ma mère est morte. Vous vous rendez compte, on se dit qu'ils sont complètement fous. Non, ils ne sont pas complètement fous. C'est un rapport ambigu. Ces personnes se sont mariées. Personne ne les obligées à se marier. Elles ne se sont pas mariées par obligation, mais en plus il faut que je le redouble. C'est toutes les logiques institutionnelles qui sont totalement. Je prends un exemple au PS, Ségolène Royal. Non, on n'est pas obligé de dire « Dieu ait son âme ». On n'est pas obligé d'être croyant. J'ai cru l'entendre sur la droite. Vous vous rappelez, il y avait les problèmes des adhérents à combien ? Combien c'était ? Non, ce n'était pas un euro. C'était vingt euros. Vingt euros. Mais, les anciens engagés, moi j'ai un temps de carte. C'est la proportionnelle. J'ai rouspété. Non, j'ai arrêté avant aussi ça. Mais, l'autre jour, je les ai retrouvés mes paquets de cartes. Je payais plus de vingt euros par rapport à ça. On a dit que c'est un engagement trop léger. Donc, en fait, voyez la question qui est difficile. On est en contradiction totale. Moi, j'ai un problème théorique. Je vous le livre. On est dans le sujet. Quand je dis « j'ai », c'est au sens de l'unité de moi-même. La plupart des jeunes ont un

rapport ambigu au mariage, ne voyez aucune nostalgie parce que je suis marié. Peut-être que c'est une forme de carapace. Même, malgré qu'avec le divorce on peut quand même retirer la carapace. Donc, ils restent concubins. C'est très bien. Et, donc, un rapport sur le fait que je ne veux m'engager qu'à la condition que ma carapace soit assez légère. Ce qui est intéressant c'est le rapport justement au professionnel. Je rêve, entre guillemets, c'est peut-être absurde ce que je vais dire, donc veuillez m'excuser, mais pour que vous compreniez, on a raisonné en CCD, CDI, en CDD, CDI fonctionnaires. Comment ça se fait qu'on pourrait rêver dans notre société d'être fonctionnaire, qui serait à la limite, en termes de probabilité, d'en sortir quand même très faible. Si je vous disais, comme Christine Boutin, votons une loi pour stabiliser la famille durable, la droite populaire est en train de le proposer. Supprimons le divorce. Non. En fin de compte, dans le mariage, ce n'est pas un CDI aujourd'hui. Concubinage pareil. Ce n'est pas non plus un CDD où j'en prends explicitement pour trois ans. Il y a des gens qui le proposent. Je suis contre aussi. Il faudrait arriver à trouver quelque chose justement qui est plus proche de l'indéterminé, mais dans lequel je conserve un minimum de pouvoir sur moi-même parce que, sinon, il y a quand même une tension y compris à l'intérieur de soi dans le rapport au statut.

Juliette Moyer-Calvet : Vous avez parlé de discussion. On va peut-être mener une discussion. Une réaction. Christelle Savignat, vous avez écouté. Qu'est-ce que les propos de François de Singly vous ont inspiré ?

Christelle Savignat : De Stéphane Haar et de François de Singly. Par rapport à ce que disait Stéphane autour de l'éducation populaire. L'éducation populaire, oui, mais l'éducation tout court aussi. Je fais partie de ceux qui pensent qu'on se détermine dans l'enfance et que être jeune ça commence à l'enfance et ça finit, effectivement, quand on passe à l'âge adulte si on y passe un jour et en fonction des critères qu'on retient pour ça. L'éducation aujourd'hui, à mon sens, on ne va pas revenir sur la question de la réduction des moyens qui, d'ailleurs, ne résoudre pas tout forcément, mais on en discutait justement hier avec une de nos collaboratrices et on était assez d'accord là-dessus. Il y a, de toute façon, un socle commun à avoir pour, ensuite, quand on devient majeur, quand on se détermine après le bac à poursuivre, un socle commun à avoir, culturel, civique, d'histoire, savoir d'où on vient qui est, aujourd'hui, un peu en train de se perdre aussi. Je pense que le travail autour de l'éducation c'est aussi ça. C'est pouvoir garantir un égal accès à tous les élèves, les enfants à ce socle commun d'éducation qui va leur permettre, ensuite, de se déterminer d'une manière plus éclairée. Par rapport à ce que disait François de Singly, il y a aussi tout un tas de schémas autour de nous qui ont éclaté. Le schéma familial a éclaté. Aujourd'hui, il y a différentes formes de familles qui ont émergé. Et, certains de nos jeunes, aujourd'hui, n'ont plus les références qui sont celles qui peuvent être liées au mariage avec ces boires et ses déboires d'ailleurs. La sphère de la famille a été profondément modifiée. La sphère économique a été profondément modifiée. Le rapport à l'emploi dans la durée n'est plus du tout le même et on l'a suffisamment dit, la précarité. Du coup, il est d'autant plus difficile de se déterminer. Par contre, je pense qu'il ne faut pas cultiver une certaine forme d'hypocrisie en se fermant dans des carapaces quelles qu'elles soient, en essayant de faire qu'elles soient les moins contraignantes possibles, mais plutôt les assumer. Assumer, par exemple, on peut vouloir ne plus être fonctionnaire ou faire carrière dans la même entreprise toute sa vie, mais en même temps avoir une carrière qui évolue en fonction des défis qu'on se lance, des souhaits qu'on a, dans la vie, d'évolution. Mais, encore faut-il que ça, ça soit possible. Et c'est ça qui, aujourd'hui, n'est plus possible à mon sens, c'est que on s'enferme aussi dans certaines formes quand c'est possible de simplicité pour trouver la sécurité qu'évoquait François de Singly, mais ce n'est pas, au fond, ce qu'on recherche. On est contraint aussi dans notre vie par l'évolution de ces schémas et on est contraint de faire des choix qui ne sont pas forcément ceux qui sont nos choix intimes.

Juliette Moyer-Calvet : Avant de passer la parole dans la salle, j'aimerais juste vous poser une dernière question. Durant ces 10 ans, on a vu énormément de bouleversements à travers le monde dans notre quotidien également. Certains diront que c'est plutôt angoissant. Et, d'autres, plus optimistes, diront que c'est une sorte de terreau pour construire une nouvelle société. Est-ce qu'à votre avis et surtout quelle place, aujourd'hui, les jeunes ont à occuper pour faire grandir cette nouvelle société sachant que souvent les crises sont douloureuses, et celle dont on parle le plus, mais que les grandes idées humaines, elles continuent à faire leur chemin et que c'est peut-être aussi le moment de les faire éclater ? Celui qui veut. Allez-y. Réfléchissez.

François de Singly : Puisqu'il y a un blanc, j'en profite. Topinambour. Normalement, on dit « je vous remercie d'avoir posé une excellente question ». Pendant ce temps-là, nos neurones essayent de travailler. Elle est difficile votre question.

Juliette Moyer-Calvet : Je sais.

François de Singly : Normal. Il fallait que je dise normal aussi. Mais, normal, il y a n'y a pas de cadeau. La culture du cadeau, vous avez vu. On est dans des sociétés étranges. Pourquoi on paye pour avoir des cadeaux ? On est dans les sujets. L'individualisation. C'est moi qui achète les produits de beauté pour toute la famille. Alors, j'ouvre l'enveloppe « Chère Madame de Singly ». J'en ai marre. J'ai cinquante caisses pour mettre les produits de beauté. C'est un cadeau. Cadeau. Qu'est-ce que c'est que cette histoire de cadeau ? Il faudrait un jour lutter contre. Par exemple, toujours dans les exemples de paradoxes de nos sociétés, c'est quand même incroyable, je laisse le temps aux autres de trouver la solution, le problème de l'engagement. On en a parlé tout à l'heure. Fidélité. Parlons de la fidélité un instant. Ce que j'adore aujourd'hui dans nos sociétés quand on fait des entretiens sur la fidélité, montrez-moi votre portefeuille. Et les gens ont la carte à Carrefour, Leclerc etc. ils ont six cartes de fidélité. C'est par exemple un mot dont le sens a disparu.

Maintenant, revenons sur les jeunes. La question, elle est évidente, sur les jeunes qu'ils sont l'avenir. Si on les considère dans le droit commun, il y a, à un moment donné, il faut qu'on soit ensemble dans les rapports intergénérationnels. Donc, il faut caser les vieux. Ça, j'y suis favorable. Maintenant mes enfants sont casés, je suis contre le quotient familial. Je plaisante. J'y étais avant, contre. Ce que je voulais dire, c'est qu'à un moment donné, il n'y a pas de raison, parce qu'on ne peut pas dire tout et son contraire. Vous allez voir. Simplement pour moi, un des défis de notre société, j'avais mis côte à côte. Une des destinées possibles de notre société, c'est que nous vivions côte à côte entre générations. Pourquoi ? Parce que nous avons une production, ça c'est une des choses que culture jeune n'est plus une culture jeune, elle devient une culture générationnelle. C'est pour ça que j'ai parlé de Johnny. Ce n'est pas par jeunisme. C'est ma culture générationnelle. Chacun peut avoir sa culture. La question est celle du socle commun. Le problème actuel, pour moi, qui n'est pas réglé, parce que la grande crise de l'institution, c'est l'école. C'est quand même que la plupart des jeunes, sauf ceux qui sont en course devant et qui ont des chances de gagner, eux ne se posent pas la question, ils ont la récompense, mais les autres, c'est comment il se fait qu'historiquement, la culture scolaire, culture imposée incontestable, est codée par la grande majorité, presque la grande majorité, 100 % des garçons notamment, comme une culture générationnelle, c'est-à-dire de vieux ? Donc, je peux faire un peu semblant. Ici, c'est quoi la culture commune, par exemple ? Je ne la vois pas naître si naturellement que ça. Peut-être que ça n'est pas celle-là, mais il faudrait en inventer une. Je pense que la réponse n'est pas chez les jeunes, chez les vieux. Ça serait aussi de trouver des espaces intergénérationnels dans lesquels on construit un socle commun et que le commun ne soit pas celui des vieux.

Juliette Moyer-Calvet : Espace intergénérationnel, ça me permet de faire rebondir Mikael qui a trouvé la solution en attendant. L'intergénérationnel. Le 18 octobre, vous allez présenter un programme, je crois, avec la gérontologie, avec la fondation nationale de la gérontologie pour parler de la question inter-générationnels. On pourra en reparler en dehors. Donc, vous avez trouvé une solution.

Mikael Garnier-Lavalley : Pas du tout. L'avantage, c'est qu'il a reposé des questions, donc on peut répondre à ses questions. Comme ça, on évite la vôtre. C'est parfait.

Juliette Moyer-Calvet : C'est gentil.

Mikael Garnier-Lavalley : Je plaisante. Il y a quand même un discours qui est rigolo sur « les jeunes, c'est l'avenir ». Cela permet tranquillement d'oublier que c'est un peu le présent. Et effectivement pour remettre du lien entre les générations, il faut retrouver des espaces dans lesquelles c'est possible. Le travail peut en être un. L'éducation populaire en est, effectivement, un. Mais, il faut aussi se poser de quelles sont les ambitions qu'on se donne. Quand je disais les jeunes au sens large, c'est aussi le présent. On a beaucoup rigolé quand les jeunes se sont mobilisés contre le projet des retraites en disant que de toute façon ils ne sont pas concernés. Evidemment, ils ne sont pas concernés parce qu'on

n'a pas pensé la réforme pour eux. Ça, c'est à peu près sûr. Et puis, par ailleurs, il a peu de chance qu'ils aient un système de retraite assez cohérent quand, eux, arriveront à la retraite. Ce que je veux dire par là, c'est qu'on a gaussé sur cet engagement de jeunes, dont on peut penser chacun ce qu'on veut. Mais, par ailleurs, on peut quand même se mettre d'accord sur l'idée que si on repense un système de solidarité comme celui des retraites entre différentes générations encore faut-il que, dans ce débat, toutes les générations soient associées. Or, l'impression que j'ai eue, et pas que pour cette réforme des retraites, mais au moins pour les deux précédentes, à la fois la réforme Fillon et le début de réforme Juppé, c'est que ce sont des réformes qui ont été pensées par des gens qui étaient soit à la retraite, soit en proximité d'y être et que, du coup, on allait faire peser, effectivement, aux autres générations la poursuite de ce système dans des conditions qui ne garantissaient les retraites que de ces personnes-là et pas de l'ensemble du reste des générations et où l'effort portait, nonobstant le fait qu'il y ait un effort important pour ceux qui vont rentrer dans la retraite avec l'allongement progressif, mais l'effort porté restait, quand même, principalement sur les générations précédentes. J'ai été scandalisé par ça. Le débat n'a pas du tout été porté, on a été quelques-uns à dire des choses là-dessus, il a été assez peu porté. On ne pourrait pas résumer l'imposition de l'inter-génération, entre guillemets, à dire c'est des petits jeunes qui vont animer les petits vieux dans les foyers ou dans les maisons de retraite. Si on veut véritablement faire ce qui était dit tout à l'heure, encore faut-il que toutes les générations soient associées à ce genre de débat.

Il va y avoir un débat autour de l'APA, autour de la dépendance plutôt, d'un système de solidarité pour permettre une meilleure fin de vie des plus âgés. Je suis, personnellement assez atterré par la manière dont on pose, aujourd'hui, le débat en ces termes, en oubliant de penser, dans les mêmes termes, la question de l'entrée des plus jeunes dans la vie active, parce que si la question de l'autonomie pour les vieux se pose, la question de l'autonomie pour les jeunes, l'émancipation, elle se pose de la même manière et que du coup on aurait, ce serait peut-être un petit peu innovant de penser ça un peu ça globalement et de penser la question du filet de sécurité. On parlait tout à l'heure de l'importance de la sécurité pour se construire. Le filet de sécurité existe aujourd'hui assez fortement pour les gens qui sont en emploi et en emploi stable. Plus on est en emploi stable, mieux on est protégé. Je ne dis pas qu'il faut rendre instable le travail. Mais, si cette notion de filet de sécurité est importante pour ceux-là, elle est d'autant plus importante pour les gens qui ne sont pas dans la stabilité, donc au démarrage, et plutôt en fin de vie. Ça permettra quoi de rendre ce filet de sécurité pérenne au démarrage et à la fin ? Ça encouragera la mobilité. Les gens ne sont pas contre la mobilité professionnelle. Vous l'avez dit tout à l'heure. Les gens sont pour. Ils ont, d'ailleurs, intégré parfaitement le discours qu'ils changeraient plusieurs fois de métier au cours de leur vie. Ce qui les angoisse, ce n'est pas de changer de boulot, c'est d'avoir les ressources nécessaires pour que cette transition se fasse dans de bonnes conditions. C'est-à-dire que leur transition professionnelle n'impacte pas outre mesure leur vie familiale, leur vie amicale, les charges qu'ils ont, leur vie économique, donc que ça existe dans ces conditions-là. Je crois que s'il y a un débat à avoir sur la dépendance, on a intérêt à l'avoir sur l'ensemble des générations pour construire des mécanismes de solidarité qui s'adressent à l'ensemble des actifs ou en tout cas des gens qui sont en capacité de l'être tout au long de leur vie, sachant que l'activité ne se termine pas avec la retraite.

Juliette Moyer-Calvet : Je rappelle que 2012 sera l'année de l'inter-génération, au niveau de l'Europe, ainsi que du bien vieillir ensemble. Ce sera peut-être l'occasion de reposer la question. Stéphane ?

Stéphane Haar : concernant la question des solutions, les solutions sur tous les domaines, il y en a toujours plein. La place des jeunes dans la société. On peut en trouver plein des solutions et c'est même le problème. C'est que pour beaucoup d'associations de jeunesse ou pour beaucoup de responsables nationaux, on passe notre temps dans des réunions. On a eu le Livre Vert. On a eu plein de choses avant. Des solutions, il y en a, en paquets. La différence, c'est que sur le Livre Vert par exemple, on en pense ce qu'on veut, du bien, du mal, mais il y avait quatre-vingt dix propositions. Et, le Président de la République en a pris cinq dont il s'est évertué de faire foirer les deux tiers. Donc, forcément, au bout d'un moment, ça devient un peu frustrant de proposer, de proposer si c'est pour que ce ne soit jamais vraiment appliqué ou alors n'importe comment. Finalement, ce travail de concertation qui est mené, on se dit que c'est une perte de temps. On refait un livre vert, je peux vous dire qu'ils ne sont pas près de me voir dans la salle parce qu'on a déjà travaillé des dizaines de fois,

mais, aussi parce qu'il y a des associations comme la JOC qui ont travaillé sur ces questions-là. Mais comme plein d'autres.

Sur la question de l'emploi des jeunes, la JOC a mené une grande campagne, il y a quelques années. Il y a eu une enquête auprès de trente-et-un mille jeunes. On a organisé deux cents vingt tables rondes locales avec plusieurs milliers de jeunes, des acteurs de la vie économique, de la vie politique, de la vie syndicale dans tous les domaines. Il y a eu des états généraux de l'emploi des jeunes qui ont eu lieu au niveau national pour réunir toutes ces propositions, et des propositions qui ont été faites. Ces propositions, elles sont connues. Elles ont été portées vis-à-vis des responsables locaux et nationaux. Il y a des responsables locaux qui en ont mis en place un certain nombre en matière d'accompagnement vers l'emploi notamment. Mais, ce qui a le plus manqué, c'est la volonté de donner du crédit à des propositions qui ont été construites par les jeunes eux-mêmes. Et de se dire que ce n'est pas juste des jeunes de quartier qui se sont amusés à inventer des trucs. Ils ont construit des choses concrètes qu'on retrouve, d'ailleurs, dans le Big Bang des politiques jeunesse, mais qui demandent qu'on étudie ça clairement, qu'il n'y a pas que les gens sortis de l'ENA qui ont des bonnes idées. Pour moi, il y a un point important, c'est qu'il faut revenir à aussi ce que veulent les jeunes. On leur a demandé « pour vous, c'était quoi réussir votre vie ? ». Et, on n'a pas été étonné de voir que les deux réponses qui viennent très loin devant, c'est fonder une famille et avoir de vrais amis. C'est les deux trucs qui reviennent, mais alors, loin devant tout le reste. La carrière, l'engagement, la vie sociale, tout ça, derrière. Et quand on leur demande ce qu'il faut pour ça, la question c'est l'emploi. Vous demandez à des jeunes de treize ans quelle est leur première préoccupation : l'emploi. Très important. C'est une réalité parce qu'ils sont conscients, ils ne sont pas idiots, ils sont conscients que c'est censé être la clef de la réussite, de l'émancipation, de pouvoir choisir. Et là, on en vient à la question du projet de vie, un des points importants qui, justement, permet de construire sa carapace, c'est qu'à un moment on fait des choix, on va piocher dans des éléments forts. Il faut avoir des éléments. Il faut avoir eu une vie sociale. Mais, à un moment, on choisit. On se dit « je suis un peu ça, je suis un peu ça, je suis un peu ça ».

Aujourd'hui, on a toute une partie de la jeunesse qui vit au jour le jour et qui est obligée de faire les choix importants pour son avenir en matière d'orientation, d'emploi, de vie familiale de manière purement circonstancielle. Pas la possibilité de prendre du recul dessus et de poser des choix. Ce ne sont pas des choix. Ce sont des événements. Or, il y a plein de jeunes que ça ne rend pas malheureux. On a pu le dire. Ils ont des enfants, ils se marient. Sauf que ça empêche aussi de pouvoir, comment dirai-je, se poser et se donner des perspectives d'avenir claires et de pouvoir avoir, justement, ce sentiment de construire quelque chose, parce que construire quelque chose, c'est aussi de se dire, on construit une maison avant on essaye de faire des plans. Dans une vie, c'est pareil. Avant, on essaye un peu de faire des plans. Alors comme on n'en fait pas, on se retrouve des fois avec un truc pas trop dégueulasse, sauf que, personnellement, je n'irai pas m'amuser à faire construire ma baraque avec un compas en disant « là, c'est bon ». Pour ma vie, j'entends que ce soit pareil. Et, j'entends également qu'on essaye de nous donner les moyens pour essayer, à la fin, de faire un travail pas trop dégueulasse. Et, dans cette question du projet de vie, pour en finir, l'élément le plus perturbant, c'est cette question du travail et de la précarité qui vient tout déstabiliser. On s'est rendu compte, dans notre enquête, c'est que les jeunes, en scolarité, ils ont une vision plus claire de leur vie professionnelle à 5 ans que les jeunes dans le monde du travail et que plus on avance dans le monde du travail, moins on sait ce qu'on va devenir. Et c'est quand même malheureux aussi. Et, donc, cette question de la sécurité est importante. Et, là, notre rôle, mais de tous les acteurs de la vie politique, de la vie économique, de la vie associative, c'est aussi de se dire comment est-ce que, dans une société qui retire de plus en plus les moyens à des jeunes de construire un projet de vie et de leur permettre de le réaliser, comment nous, est-ce qu'on donne les moyens de faire ça ? Il y a des questions structurelles à changer. Il y a des gens mieux placés dans la salle que moi pour en parler. Mais il y a aussi des questions de politiques publiques et comment on arrête d'avoir des politiques publiques qui sont médicales de diagnostic : « tu as un problème d'emploi, la solution, c'est ça. Tu as un problème de logement, la solution, c'est ça ». Comment est-ce qu'on passe à une politique qui soit une politique d'accompagnement sur l'ensemble du projet de vie où on ne sépare pas la question de la prise d'autonomie, la question de l'emploi, la question de la vie familiale, de la vie affective, de toutes ces questions-là sur lesquelles les jeunes n'attendent pas qu'on leur donne des dispositifs. Ils n'arrivent pas à avoir le permis, « tiens voilà le permis à un euro ». Mais, ils attendent un accompagnement pour pouvoir prendre des responsabilités. On le voit bien en JOC, et je conclurai vraiment là-dessus, imaginez le jeune le plus désocialisé que

vous ayez pu rencontrer dans votre carrière, eh bien, ce jeune-là, il a les capacités si on lui en donne les moyens de pouvoir construire un projet de vie. Il a les capacités si on lui en donne les moyens de devenir responsable d'association. Je pense à un jeune qui s'appelle Thierry, qui a vingt-sept ans, qui a quitté l'école à quatorze ans, qui est peintre en bâtiment, qui ne sait ni lire, ni écrire. Il est président de la Fédération JOC de Besançon qui a plusieurs antennes d'adhérents et compagnie. Ce jeune-là, dans le reste de la société, on ne lui aurait pas donné tripette. Il galère pour trouver un boulot parce qu'il ne sait pas lire, pas écrire, il y a plein d'endroits où il n'a pas forcément la possibilité de trouver une place. Mais, les méthodes, les pédagogies d'accompagnement qui permettent à des jeunes très désocialisés de pouvoir prendre leur place, construire un projet de vie et construire un projet de vie pas simplement personnel, mais dans une collectivité, elles existent. Et c'est sur ça que je voulais insister, c'est que la vraie question pour moi centrale, c'est celle de l'accompagnement, du changement de pédagogie et du fait de se dire qu'on ne traite plus des problèmes au cas par cas, mais qu'il faut, vraiment, prendre la personne dans son ensemble pour lui permettre de construire un projet de vie.

Juliette Moyer-Calvet : Christelle ?

Christelle Savignat : Par rapport à votre question, Juliette, et aux interventions des uns et des autres, ce qu'on s'était dit lorsqu'on avait échangé avant, c'est que je trouvais, malgré tout, dans ces contextes de génération un peu désenchantée, de crise et d'une certaine forme de désillusion, pour les jeunes c'est toujours des périodes qui sont source de créativité et d'expression tant sur le plan artistique, que culturel, que de l'engagement, on en a parlé, militant, associatif, politique, écologique que sais-je. Tout cela amène à ce que François de Singly appelle notre culture de génération et aussi au décalage avec les générations précédentes. Ceci dit, je crois fermement que l'intergénérationnel peut tout de même être une réponse à ça parce que des cultures qui n'ont pas de socle commun peuvent tout de même se parler et se rencontrer et s'apporter mutuellement. Donc, je pense que l'intergénérationnel, et par rapport à ce que disait aussi Mikael Garnier-Lavalley j'adhère complètement, est indispensable. Pour cela, il faut qu'il y ait des lieux et créer des espaces d'échanges et de rencontres entre ces cultures. Et, pour cela, il y a l'espace familial bien sûr, quand on a encore la chance d'avoir ces générations qui se rencontrent au sein de la famille, mais il y a aussi, effectivement, tout un tas d'autres dispositifs qu'on peut mettre en place pour que les générations se rencontrent.

Par rapport à ce que disait aussi Mikael Garnier-Lavalley sur la réforme de la prise en charge de l'autonomie et de la dépendance, c'est un sujet qu'on connaît bien au Conseil général, et ce n'est pas Marie-Françoise Lacarin, notre Vice-présidente qui me dira le contraire, et justement je vais reprendre un de ses arguments. Et, quelque chose qu'on défend aussi fermement, c'est qu'aujourd'hui, si on considère la réforme de la dépendance, le gouvernement mais qui pour des raisons peut-être de calendrier ne la considère plus si urgente désormais, c'est parce qu'on la considère aujourd'hui comme un coût et que c'est une vérité. Le vieillissement de la population et la prise en charge de la perte d'autonomie ont un coût. Mais, c'est aussi créateur de ressources. Et, c'est vrai que nous mettons souvent en avant, en particulier en milieu rural chez nous, le fait que la dépendance, la perte d'autonomie des personnes âgées dans le cadre notamment du maintien à domicile qui est, aujourd'hui, quelque chose qu'on cherche à favoriser, est créatrice d'emplois et de service d'aide à domicile, mais aussi d'emplois qui sont des facteurs de lien social et de rencontres entre ces générations, moins prioritaire certainement que l'entrée dans la vie professionnelle de la jeunesse, mais certainement pour des questions de coût. Et, je termine juste par rapport à ce que vient de dire Stéphane. Certes, il faut avoir, je suis tout à fait d'accord, une prise en compte du besoin global du jeune dans toutes les dimensions de sa vie. Mais, il y a encore des politiques publiques qui sont nécessaires sur des programmes très ciblés quand il fait référence par exemple à l'aide au permis, que nous mettons en place dans notre département, c'est une vraie réalité dans un département où la mobilité n'est pas aussi évidente. Le jeune qui va être apprenti chez un artisan dans un village je ne sais où, ou qui va devoir aller travailler à l'autre bout du département, s'il n'a pas son permis, il est foutu.

Juliette Moyer-Calvet : Nisrine ?

Nisrine Zaïbi : C'est toujours difficile d'intervenir la dernière, et d'autant plus quand vous observez, c'est toujours les femmes qui parlent les dernières. C'est pour la boutade. C'est pour dire qu'on a encore du travail pour l'égalité hommes-femmes. Je plaisante. C'est un vrai challenge parce que c'est

difficile de conclure. Je fais comme Hollande, non je plaisante. La synthèse. Je me posais des questions. Il faut se poser la question de l'échelle. Est-ce qu'on parle d'un point de vue national ou mondial parce qu'on est dans un contexte de mondialisation ? On n'est pas tout seul non plus. Et, je me pose des questions déjà vis-à-vis de l'espace géographique dans lequel on vit aujourd'hui. Un jeune, moi par exemple, je me sens plus européenne que nationaliste. Et, effectivement, il faut déjà qu'on ait cette dimension-là à prendre en compte. On est dans un contexte économique très catastrophique. Je pense qu'on aura de grandes surprises dans les prochaines semaines vis-à-vis des banques. Tout ce qu'on entend parler. Je pense que ce qui s'est passé, ça a été juste un petit phénomène de ce qui va se passer plus tard. C'est ce qui m'inquiète, d'ailleurs. Il faut qu'on se pose vraiment les vraies questions sur un nouveau modèle de société. Et, cette question-là ne peut pas se faire de façon générationnelle, ou tous seuls, nous les jeunes sans le reste de la société. Je partage ce qui a été dit jusqu'à présent. On est obligé de travailler en collaboration avec l'ensemble des personnes qui composent cette société, aussi bien les personnes âgées, mais tout plein de jeunes ou autre, les adultes aussi qui sont entre cette tranche d'âge, entre la jeunesse et aussi les moins jeunes. Je dirai juste deux choses. Il faut déjà trouver un équilibre entre l'émancipation de l'individu, ce qu'on se disait le Montaigne, le Maire, et puis la dite carapace parce que finalement, pour moi, si je trouve des mots qui puissent définir la carapace, ce serait le filet de sécurité, si on est tous d'accord là-dessus.

Et, il y a aussi une autre dimension qu'on n'a pas abordée jusqu'à présent, c'est la culture. C'est-à-dire tout ce qui a été acquis, pour reprendre Bourdieu, les habitus. Ce sont les choses qui sont pour moi de l'ordre de la carapace. Effectivement, il faut qu'on se pose aussi ces questions-là parce qu'il y des gens, par exemple tout à l'heure vous parliez du mariage. Pour moi, j'aimerais bien me marier en robe blanche. Je suis dans les traditions, mais je ne veux pas vivre... Je prends mon exemple, mais ce n'est pas une généralité parce que, je pense, que c'est aussi une façon de transmettre ce que j'ai acquis de par mes parents ou de par une culture ou une coutume. Et, je pense qu'il faut aussi se poser ces questions-là. Je pense que c'est comme ça qu'on arrivera à comprendre à qui on a affaire finalement et puis trouver rapidement des solutions pour changer le modèle de société et trouver surtout des consensus parce qu'on est dans une société très cosmopolite. On a tous un vécu différent, effectivement. Nous sommes dans un système individualiste. Il y a du bon comme du mauvais. Il ne faut pas non plus rechigner. Il faut qu'on trouve au moins un modèle collectif. Et, ça, ça ne passera que par des consensus et trouver des nouvelles formes d'expression et, surtout, que chaque coutume, que chaque culture ou que chaque personne trouve sa place finalement dans cette société, ce qui n'est pas évident pour moi parce qu'aujourd'hui je ne pourrai pas vous dire « j'espère qu'en 2012, tout va changer ». Non. C'est encore hypocrite de notre part de dire que tout va changer. Non, c'est encore bien plus profond. Et, c'est, encore une fois, un travail sur les mentalités. Je pense que le travail sur les mentalités ne va pas se faire en quelques mois. Beaucoup, ici dans la salle, travaillent depuis des années, croient en la jeunesse. Et, aujourd'hui, quand on fait le bilan, sincèrement, pour rebondir sur la question « en 10 ans qu'est-ce qui a changé vraiment pour les jeunes ? », je suis peut-être pessimiste, mais pas grand-chose finalement. Donc, je me pose vraiment cette question de l'avenir. Ça ne se fera que par une prise de conscience générationnelle, aussi bien nos aînés que nous-mêmes, un travail en commun et trouver des formes de consensus et surtout bouleverser un peu la sphère politique parce qu'il y a besoin de donner un coup dans la fourmilière, je dirai.

Juliette Moyer-Calvet : Merci, en tous cas, pour cette belle conclusion. On me fait des signes désespérés du côté de l'organisation comme quoi il est l'heure de se mettre à table. Il est midi et quart. Je vous propose d'avoir cinq minutes pour les questions. Est-ce que certains souhaiteraient poser des questions à nos invités ?

Jean-Claude Richez, INJEP : Ce n'est pas une question. C'est juste une réponse à l'interpellation qui me semble extrêmement forte de François de Singly et qui a été posée aussi par l'ensemble des intervenants sur, finalement, « est-ce qu'on a besoin d'une politique de jeunesse ? », parce que je pense que c'est la question absolument essentielle. Et, juste une minute, pour mémoire. Premier élément, on a une réponse qui est donnée en général. C'est-à-dire, c'est intergénérationnel. Et, moi, j'ai très peur de toute référence à l'intergénérationnel. On a l'exemple typique de politique intergénérationnelle où il n'y a pas de place pour les jeunes, c'est bien la politique de retraite. Ça a été cité tout à l'heure. Donc, en général, quand on parle d'intergénérationnel, et c'est vrai aussi dans les pratiques quotidiennes, ça chasse les jeunes. Au nom de l'intergénérationnel, on chasse les jeunes. Ça

c'est un premier élément à poser. On pourrait faire un peu de démagogie sur la tribune. De Singly, il a une heure vingt pour parler. Le reste, cinq jeunes, ont trente minutes.

Deuxième point. Il y a besoin d'une politique jeunesse. Les réponses ont été données. D'abord tant qu'il y a un régime d'exception pour les jeunes, c'est-à-dire tant qu'on considèrera, Mikael y a insisté, tant qu'on considèrera qu'il y a d'un côté une majorité légale, juridique et puis une majorité sociale qui est beaucoup plus tard. Tant qu'on sera dans ce régime, il y aura besoin d'une politique de jeunesse. Deuxième élément, il y aura aussi besoin d'une politique de jeunesse tant qu'effectivement, on aura aussi des régimes de reconnaissance différents selon les générations et, notamment, sur ces questions de la reconnaissance par la preuve. Tant qu'il y aura un régime d'exception pour les jeunes, il y aura aussi besoin d'une politique de jeunesse. Et, ça renvoie à une question qui me semble fondamentale, effectivement, de la conception des politiques de jeunesse comme politiques de reconnaissance qui est un élément tout à fait fondamental.

Le troisième point qui milite aussi en faveur de politique de jeunesse, ça renvoie à la question de la vulnérabilité. Si on considère, ce qui a été énoncé, que c'est quand même une vulnérabilité, même s'il y a de la vulnérabilité positive, à partir du moment où il y a vulnérabilité, ça appelle, effectivement, ça été rappelé comme nécessité ontologique sur les besoins de sécurité. Donc, à partir du moment où on considère que c'est une phase de vulnérabilité, je pense qu'effectivement ça pose la question de dispositifs spéciaux de sécurité ou de sécurisation qui renvoient à l'ordre politique. C'est tout.

Juliette Moyer-Calvet : Votre voisine, je crois, voulait prendre la parole.

Cécile Ensellem, Sociologue consultante : Je voulais rebondir aussi sur ce que vient de dire Jean-Claude sur la vulnérabilité, effectivement, associée à la notion de sécurité. On voit bien les paradoxes. Je voulais revenir sur ce que vous avez dit monsieur de Singly, c'est que la vulnérabilité, effectivement, c'est bien de le rappeler, elle est partagée par tous et par toutes. Et en même temps, c'est bien aussi de le rappeler, elle est inégalement répartie. Ce que j'avais dans l'idée, de rappeler que c'est normal. Si je trouve normale la vulnérabilité, c'est qu'elle n'est pas l'apanage des adolescents. Elle n'est pas l'apanage, non plus, nécessairement, de tous les adolescents de la même façon. Et, elle n'est pas non plus l'apanage des adultes seulement des zones sensibles. Là, je fais un clin d'œil à Nisrine. Moi, pour avoir travaillé sur la parentalité et la jeunesse tout le long de mon parcours, souvent la vulnérabilité est associée à certaines populations cibles, donc adolescents et adultes et parents notamment de quartiers sensibles. En même temps, je trouve qu'il ne faut pas trop la normaliser. C'est-à-dire que la catégorie « vulnérable » me paraît quand même pertinente, politiquement. Je voulais avoir votre avis. Je pensais qu'il y aurait un peu plus de débat avec la salle parce que vous avez dit, à un moment donné, c'est être tout nu aussi, donc la phase de vulnérabilité. Donc, à force d'être tout nu, on peut quand même basculer parce qu'on peut se construire soi-même, on peut avoir très très froid quand on est tout nu, on peut basculer au point d'être cassé. Et, vous avez dit souvent, Monsieur de Singly, que l'Etat était garant de l'individualisation. Est-ce que vous ne pensez pas que l'Etat est garant aussi de rhabiller, l'Etat n'a pas le devoir de rhabiller les gens qui sont tout nus ? Je crois que je vais m'arrêter là puisque je pensais qu'il y avait vraiment un débat avec la salle. Comment, à un moment donné, on fait pour ne pas basculer ? Est-ce qu'à force d'être vulnérable, on ne peut pas être cassé ?

Juliette Moyer-Calvet : Monsieur de Singly, ça s'adresse à vous.

François de Singly : Une demi-phrase. Par rapport à la politique jeunesse, je suis tout à fait d'accord, tant que... Vous allez me dire c'est parce que je suis vieux, comment dire, je vais assumer mon « je » parce que si je vais chercher un « nous » général... Je pense que l'Etat, au sens les collectivités locales et tout, doivent effectivement se centrer sur l'ensemble des formes de vulnérabilité. On le verra cet après-midi, parce que je pense qu'il y a une conférence sur la discrimination. Les discriminations sur le marché du travail pour les gens qui ont cinquante-cinq ans, c'est pire que pour les gens de vingt ans. C'est les travaux. Ce n'est pas moi qui les ai faits. C'est le spécialiste. Pour les gens qui seraient sortis, la probabilité qu'ils re-rentrent... Donc, ce que je voulais dire, c'est qu'on pourrait très bien tant qu'à faire puisqu'on est par rapport à 2012, ça peut être intéressant aussi de repenser, je suis d'accord que l'intergénérationnel ça peut cacher la domination des vieux, mais je pense que réimposer aussi des problématiques qui pourraient, de temps en temps, être transversales, je suis totalement d'accord sur le problème. On a la chance que les vieux et les jeunes, par rapport à l'autonomie et dépendance, c'est

quand même un des ponts possibles. La vulnérabilité me semble aussi le fondement d'une politique intergénérationnelle. A partir du moment où on considèrera que les jeunes sont individualisés, y compris fiscalement comme on l'a dit tout à l'heure, j'y suis favorable, il y a donc, à un moment donné, on sera dans des conditions dans lesquelles parce que c'est ça le défi. C'est est-ce que sur le fond, fondamentalement, dans les cinquante ans à venir, la variable âge sera la variable dominante ? On peut répondre oui, si on laisse faire. Le problème de la culture, ça sera l'axe encore plus structurant même, de mon point de vue, que les variables sociales et, en tout cas, elle seront troublées par le queer. En revanche, on peut, peut-être penser qu'il y a des manières pas de globaliser, mais je pense, effectivement, que la vulnérabilité est, y compris en termes de reconversion professionnelle, on pourrait avoir des professionnels de la vulnérabilité, en tout cas, c'est ma position.

Juliette Moyer-Calvet : D'autres interventions dans la salle ? Monsieur ?

Patrick Colmann, de la Ville de Dunkerque : Sur la question des politiques jeunesse, je suis d'accord avec Jean-Claude Richez. Je pense qu'elles sont nécessaires. Et, si on est aussi nombreux, ici, c'est que ça a du sens. Mais, je suis d'accord aussi quand François de Singly dit que ça doit être une politique axée sur les vulnérabilités parce que c'est vrai que c'est à l'État de s'occuper de ça. Pour autant, ça n'a du sens que si ça s'appuie sur un projet de société globalement et un projet qui va vers plus de justice sociale. Or, on est dans la routine si on continue à dire, je pense à l'analogie avec les politiques de la ville. Ça fait trente ans qu'on raconte les mêmes choses. On a fait plein de choses. On a déconstruit des quartiers, on en a reconstruit. On a fait du travail et, comme globalement, on ne s'appuie pas sur une société qui est plus juste, eh bien ça ne marche pas. Et, pourtant, on a dépensé beaucoup d'argent. Et, les professionnels de terrain que ce soit en politique de la ville ou en politique jeunesse sont des gens qui, aujourd'hui, sont compétents. Ils se sont formés et ont avancé sur ces questions. J'ai une question que je voudrais poser à Mikael. J'aurais pu la poser au déjeuner, mais j'ai envie de la poser en public. C'est « comment est accueilli aujourd'hui ce texte sur le big bang et notamment au sein des partis de gauche et notamment au PS ? », parce qu'on a une chance quand même qui est relativement historique, tu n'es pas obligé de répondre, on a une chance qui est historique. Les propositions sont intéressantes. Ce texte, tu en parles ce matin, mais ça fait un bout que l'information circule et, moi, ça m'intéresse beaucoup de savoir comment il est accueilli. Et, j'ai une question subsidiaire « est-ce que topinambour, ça marche dans le public aussi ? Est-ce qu'on aura un cadeau si on le dit ou est-ce que ça ne marche pas ? ».

François de Singly : Abonnement général au journal de la JOC.

Patrick Colmann, de la Ville de Dunkerque : C'est une bonne nouvelle.

Stéphane Haar : Tous ceux qui veulent, ils viennent me voir.

Mikael Garnier-Lavalley : C'est une bonne question. Et, comment y répondre ? D'abord, le vais vous dire que le texte n'a pas été diffusé et qu'il est en primeur dans cet évènement. On le diffuse dans nos réseaux aujourd'hui. Il a été diffusé à la journée du (NML), aux journées du CNLAPS, ici. Il sera rendu public tout début novembre. On ne voulait pas perturber tout particulièrement les débats actuels qui se déroulent, notamment, au sein du parti socialiste. Ce qui est sûr, c'est qu'on a essayé de construire ce texte pour éviter de se retrouver dans une situation où on oppose les jeunes entre eux parce que, vous savez, souvent, quand on ne veut pas voir la question du problème des jeunes, on dit de toute façon, il n'y a pas une jeunesse, il y en a plusieurs. Cela permet d'évacuer le problème. Et, puis de toute façon, je ne sais pas trop ce que c'est, parce en termes d'âge c'est quand même différent. On ne peut pas parler des jeunes et on ne peut pas mener une politique. Il faut la cibler. On a vu que le ciblage des politiques, la succession ne marchaient pas. Donc, on a essayé de construire ce texte-là. Qui en a été à l'origine ? C'est intéressant. C'est la FNARS. Donc c'est les gens qui travaillent avec les jeunes vraiment les plus en difficulté, désocialisés, dans les centres de réinsertion, les CHRS et compagnie. Ils sont venus nous chercher les uns et les autres et, ils ont dit « voilà ce qu'on ressent, qu'est-ce que vous en pensez ? ». Et, nous, on a ressorti nos analyses. On les a croisées. On a vu qu'on était quasi synchrone. Du coup, le texte est actuellement en cours de signature. Il recueille, aujourd'hui, je pense, une quarantaine de signatures d'organisations différentes, une bonne partie de l'éducation populaire, du secteur social et ainsi de suite.

Quel est l'écho ? Bien évidemment, on n'est pas sans avoir des discussions avec d'autres responsables et syndicaux et politiques. Je pense que, dans la sphère syndicale, il y a un écho au moins dans certaines organisations. On va voir ce que ça va donner. Notre choix va être d'interpeller, au moment du lancement, et les organisations syndicales et les organisations politiques publiquement pour qu'elles réagissent. La difficulté, je crois, dans les partis de gauche, aujourd'hui, pour répondre, mais je pense qu'à droite c'est un peu la même chose, c'est difficile de penser le droit commun parce que ça veut dire changer de paradigmes. Ce que je disais, tout à l'heure, sur les politiques sociales, sur les politiques familiales et sur les politiques fiscales, ce sont des débats qui sont très importants et très lourds. Est-ce que des partis de gouvernement peuvent dire qu'ils vont réformer la politique familiale, aujourd'hui ? Est-ce que les partis de gouvernement, enfin ceux qui se destinent à le redevenir, ou à le devenir, ou à le rester, plutôt, veulent travailler la réforme fiscale ? Et ainsi de suite. Eh bien, ce n'est pas si simple.

Ce n'est pas si simple parce que ça veut dire reposer des questions et reposer des questions y compris qui ne sont pas nécessairement liées. Je vais vous prendre un seul exemple parce qu'il est assez intéressant. On parle régulièrement, ça fait débat entre nous, entre organisations, on a parlé régulièrement de la question de l'allocation d'autonomie qui est prônée notamment par l'UNEF et par d'autres organisations en direction des étudiants, un grand débat sur cette allocation outre le fait qu'on peut penser qu'elle peut s'élargir. On répond, d'ailleurs, en partie dans le texte en prenant appui sur cette proposition, et en la généralisant et en proposant des choses. Une question qui touche très fortement cette question-là, c'est la question de savoir si elle est sous condition de ressources ou pas. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais je trouve cette question totalement ahurissante parce qu'on fait peser à ce débat-là autre chose. C'est-à-dire qu'on dit qu'on va donner une allocation d'autonomie parce que les jeunes sont majeurs à dix-huit ans, soit, mais on va la mettre sous condition de ressources. Sous condition de quelles ressources ? Les ressources des jeunes ? Il n'y en a pas. Les ressources des parents ? Mais, vous me parlez de quoi ? Ils ont dix-huit ans. On fait jouer à cette allocation qui pourrait être universelle le rôle de la fiscalité. Et du coup, ça repose la question de ce qu'est la fiscalité. Et, entre les générations, c'est important. C'est important entre les plus jeunes et les plus âgés, entre les jeunes et leurs parents, mais c'est valable aussi sur les grands-parents. La question de l'héritage, le fait que l'héritage soit de moins en moins taxé, ça c'est une question de répartition des richesses. Le fait que le patrimoine soit, certes, de plus en plus concentré dans un nombre moins important de personnes, de plus en plus âgées, fait qu'entre les générations la question de la répartition des richesses se pose. Et, faire jouer à une allocation qui se voudrait universelle le rôle de la fiscalité qui est celui d'une forme de redistribution de solidarité, ce n'est pas le bon lieu. Eh bien, vous voyez que cette question n'est, aujourd'hui, pas tranchée dans l'ensemble des partis ce qui pose des difficultés. Cela ne veut pas dire que les batailles n'ont pas lieu. Ça veut dire qu'elles ne sont pas liées. Pourquoi elles ne sont pas liées ? Parce que, politiquement, elles sont difficilement assumables.

Juliette Moyer-Calvet : Je pense qu'on va terminer. Le repas vous attend. Vous allez pouvoir continuer cette conversation autour de la table avec nos invités que je remercie. Et, je vous remercie également de votre attention.